

# L'intégration régionale en l'Afrique de l'Ouest

**Résultats de la  
Conférence  
internationale  
organisée par le CRDI  
à Dakar ( Sénégal )  
du 11 au 15 janvier 1993**

**Rédacteurs :  
Momar-Coumba Diop  
et Réal Lavergne**



The International Development Research Centre  
Le Centre de recherches pour le développement international  
El Centro Internacional de Investigaciones para el Desarrollo

# **L'intégration régionale en l'Afrique de l'Ouest**

**Résultats de la  
Conférence  
internationale  
organisée par le CRDI  
à Dakar ( Sénégal )  
du 11 au 15 janvier 1993**

**Rédacteurs :  
Momar-Coumba Diop  
et  
Réal Lavergne**

Publié par le Centre de recherches pour le développement international  
BP 8500, Ottawa (Ontario), Canada K1G 3H9

Février 1994

Édition microfiche offerte sur demande.

Le texte de ce rapport est reproduit tel quel. Il n'a pas fait l'objet d'un examen par les pairs et n'a pas été préparé pour fins de publication par le personnel du Programme d'information publique du CRDI. Sauf mention contraire, le droits d'auteur appartiennent aux auteurs du rapport. Tous les noms de spécialité ne sont donnés qu'à titre d'information et le fait qu'ils soient mentionnés ne signifie pas que le Centre en sanctionne l'utilisation.

ISBN 0-88936-711-6

## TABLE DES MATIÈRES

<b>Avant-propos</b> .....	v
<b>Introduction</b> .....	vii
<b>VISIONS ET PERSPECTIVES DE L'INTÉGRATION RÉGIONALE</b> .....	1
La cérémonie d'ouverture .....	1
L'exposé d'Abass Bundu : la CEDEAO pour un développement durable de l'Afrique de l'Ouest, expérience et perspectives .....	2
La vision des institutions africaines et des donateurs sur les perspectives de l'intégration en Afrique de l'Ouest .....	3
<b>L'INTÉGRATION ÉCONOMIQUE</b> .....	10
Séance plénière .....	10
Panel 1 : Les échanges commerciaux .....	16
Panel 2 : L'intégration monétaire et la coopération économique .....	19
Panel 3 : L'agriculture .....	23
<b>L'ÉDUCATION, LA CULTURE, L'INFORMATION ET LA RECHERCHE</b> .....	27
Séance plénière .....	27
Le forum sur le financement et l'institutionnalisation de la recherche .....	31
<b>LES DIMENSIONS POLITIQUES ET INSTITUTIONNELLES</b> .....	36
Séance plénière .....	36
Panel 4 : Les institutions régionales .....	40
Panel 5 : Les mouvements sociaux .....	43
Panel 6 : Le processus démocratique et la sécurité régionale .....	45
<b>CONCLUSIONS</b> .....	48
Le forum sur la promotion de la recherche .....	48
Le forum de synthèse .....	48
La séance de clôture .....	52
<b>Liste des sigles</b> .....	53
<b>Liste des participants</b> .....	54

## **Avant-propos**

Ce document présente une synthèse des principales idées émises au cours de la Conférence internationale sur l'intégration de l'Afrique de l'Ouest organisée par le Centre de recherches pour le développement international ( CRDI ), à Dakar, du 11 au 15 janvier 1993. En restituant l'essentiel des débats, ce texte permet aux chercheurs et décideurs de mieux s'imprégner des questions débattues pendant la rencontre.

La synthèse s'inspire des communications, des commentaires écrits, et des procès-verbaux de la conférence. Il reste entendu que certaines idées auront été omises, d'autres retravaillées. Nous croyons néanmoins avoir fidèlement traduit la teneur des discussions, et mis en évidence les idées les plus prégnantes. Nous nous excusons pour les éventuelles défaillances et omissions.

Nous remercions tous ceux qui ont élaboré les documents et émis les idées qui ont servi à la rédaction de cette synthèse. La plupart de ces collaborateurs retrouveront leurs noms dans les pages qui suivent.

## **Introduction**

Plus de trente ans après les indépendances, l'Afrique de l'Ouest demeure fortement divisée. Seize États se partagent cette partie du continent. Seuls le Nigéria, le Ghana et la Côte-d'Ivoire, ont des populations dépassant 10 millions d'habitants. Ce découpage de la région est renforcé par des barrières commerciales, linguistiques, culturelles, administratives, et autres. Malgré tous les efforts qui ont été déployés pour réduire ces barrières, le progrès enregistré demeure très modeste.

Le besoin de surmonter ces obstacles est évident, dans un monde de plus en plus interdépendant, et on constate chez les penseurs et les responsables du développement dans la région, un engouement sincère pour l'intégration régionale et la coopération régionale. On inclura sous ce titre une vaste gamme de projets, y compris ceux qu'on associe normalement à l'intégration économique, mais également des projets de collaboration régionale à tous les niveaux : infrastructures, gestion des ressources naturelles, éducation et recherche, santé, information et communication, échanges technologiques, réseaux d'opérateurs économiques et d'ONG, droits humains et démocratie... Le thème est vaste ! La problématique de l'intégration et de la coopération régionale, de nature multidimensionnelle, est donc difficile à cerner du point de vue d'une seule spécialité ou d'une seule discipline.

Cependant, les occasions sont rares, pour les chercheurs et pour d'autres professionnels de diverses disciplines ou de différents métiers, de se rencontrer pour partager leurs points de vues respectifs. Conscient de cette réalité, le CRDI a décidé de mettre à profit ses propres ressources multidisciplinaires et ses nombreux points de contact avec les institutions de recherche de la région, pour organiser une réflexion compréhensive sur l'intégration et la coopération régionales en Afrique de l'Ouest, tout en contribuant à la mobilisation de la recherche endogène sur ce sujet.

La Conférence internationale sur l'intégration de l'Afrique de l'Ouest fut l'aboutissement d'un programme d'activités mené depuis 1991 à travers l'organisation de séminaires nationaux qui ont eu lieu à Dakar, Lagos, Accra, Ouagadougou et Abidjan. Ces séminaires ont favorisé des échanges entre hommes politiques, chercheurs et agents du secteur privé, sur l'identification des priorités de recherche en matière d'intégration régionale en Afrique de l'Ouest, et ont permis d'identifier certains participants pour la conférence.

Les sujets retenus pour la conférence internationale ont été abordés de manière pluridisciplinaire, et les dimensions stratégique, économique, culturelle, intellectuelle, sociopolitique et institutionnelle de l'intégration ont figuré au programme des travaux. Plus de 250 personnes ont participé à la conférence, en comptant les invités et les observateurs. Ce public était composé en majorité de scientifiques issus des universités et centres de recherches de la région. À ce noyau se sont ajoutés des chercheurs venus des autres régions du continent africain, de l'Europe et de l'Amérique du Nord, ainsi que des représentants des principales organisations régionales, des agences d'aide internationale, des gouvernements de certains pays et de certaines organisations de développement.

La conférence a bénéficié de la collaboration de nombreuses institutions. Il s'agit d'abord de celles qui ont contribué financièrement ou matériellement, en plus du CRDI : l'Agence canadienne de développement international ( ACDI ), la Fondation Ford, la Cellule informelle d'étude et de recherche pour la gestion de l'information sur les échanges ( CINERGIE ), le Conseil pour le développement de la recherche économique et sociale en Afrique ( CODESRIA ) et la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest ( BCEAO ). Il s'agit ensuite des institutions qui ont été représentées au niveau du comité scientifique : l'Association des femmes africaines pour la recherche et le développement ( AFARD ), le Centre africain d'études monétaires ( CAEM ), le CODESRIA, l'Institut pour le développement économique et la planification ( IDEP ), le Centre régional africain de technologie ( CRAT ) l'Institut sénégalais de recherches agricoles ( ISRA ), et l'Université Cheikh Anta Diop. Nous tenons à remercier toutes ces institutions pour leurs contributions.

Nous voudrions également remercier Boubacar Barry, le coordonnateur scientifique de la conférence, Réal Lavergne, le responsable de la conférence pour le CRDI, et les autres membres de l'équipe chargée de la conférence et de son suivi : Momar-Coumba Diop, Bouyock Ndaw, Moussa Dramé, Mamadou Seck, Thierry Barreto et Jessica Rouleau. Au niveau du comité scientifique, nous avons profité des contributions des personnes suivantes : Akwasi Aidoo, Michael Bassey, Alioune Camara, Youssouf Dembélé, Abdoulaye Diagne, Mamadou Diouf, Mohamed Haddar, Ousmane Kane, Karamoko Kané, Mohammed Mah'Moud, Veronica Mullei, Mamadou Sidibé, Ola Smith, Demba Sy, Habib Sy, et Sibry Tapsoba, en plus des professionnels faisant partie de l'équipe de la conférence. Tout le personnel du bureau du CRDI de Dakar a fait preuve d'un esprit d'équipe remarquable dans la préparation et la tenue de la conférence. À tous, un chaleureux merci.

Gérald R. Bourrier  
Directeur régional  
CRDI-Dakar

## **VISIONS ET PERSPECTIVES DE L'INTÉGRATION RÉGIONALE**

### **La cérémonie d'ouverture**

La cérémonie d'ouverture a été présidée par Famara Ibrahima Sagna, ministre de l'Économie, des Finances et du Plan, et ministre de l'Intégration économique africaine du Sénégal.

Dans son discours de bienvenue, Souleymane Niang<sup>1</sup>, recteur de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar, a rappelé le caractère régional et la mission d'ouverture sur le continent que le Sénégal avait donné à son université, lors de sa fondation. Il a mis l'accent sur le besoin d'une politique de régionalisation de l'Enseignement supérieur en Afrique, à travers la création de pôles de compétences et de spécialisations, le renforcement des associations scientifiques régionales, et le développement d'un statut privilégié des chercheurs favorisant la coopération ainsi que les échanges scientifiques et technologiques internationaux.

Boubacar Barry, coordonnateur scientifique de la conférence, a reconstitué l'historique du processus ayant conduit à cette réunion, en insistant sur l'importance des séminaires nationaux et en faisant remarquer le volume considérable des travaux produits dans ce cadre. Il a exprimé l'espoir que la conférence favorise le déploiement d'une réflexion pluridisciplinaire sur l'intégration.

L'Honorable Flora MacDonald, présidente du Conseil des gouverneurs du CRDI, a évoqué le rôle attendu de la conférence dans la réflexion stratégique du CRDI relative à cette question. Elle a insisté sur le caractère scientifique du débat figurant au programme de la conférence. L'important n'était pas de dresser une liste de vœux pieux, mais d'évaluer ce qui est ou n'est pas réalisable en matière d'intégration<sup>2</sup>.

A la suite de ces interventions, Famara Ibrahima Sagna a expliqué la politique du gouvernement du Sénégal en matière d'intégration économique et donné comme preuve de la volonté politique de l'État sénégalais, dans ce domaine, la création d'un ministère chargé de l'intégration africaine. Il a noté que l'implication des chercheurs dans la voie de l'intégration constitue une nouvelle donne. Il a indiqué que les décideurs étaient plus que jamais à l'écoute de la communauté scientifique en vue de trouver des solutions susceptibles de favoriser l'intégration régionale. Sagna s'est fait l'avocat d'une approche de l'intégration par « cercles concentriques », comme le suggérait Léopold Sédar Senghor, en mobilisant les premiers efforts là où l'impact pourra se faire sentir le plus rapidement.

---

<sup>1</sup> Souleymane Niang, « Allocution de Souleymane Niang, Recteur de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar », 4 p.

<sup>2</sup> Flora MacDonald, « Discours de l'Honorable Flora MacDonald, présidente du Conseil des gouverneurs du CRDI », 5 p.



## **L'exposé d'Abass Bundu : la CEDEAO pour un développement durable de l'Afrique de l'Ouest, expérience et perspectives**

La cérémonie d'ouverture a été suivie par la présentation de la communication du D<sup>r</sup> Abass Bundu<sup>3</sup>, secrétaire exécutif de la CEDEAO. En l'absence de ce dernier, pour des raisons de santé, la communication a été lue par Frank Ofei. Les travaux ont été présidés par J.B. Wilmot. Les rapporteurs étaient Baba Top et Omotaya Olaniyan.

Bundu a identifié certaines réalisations des deux dernières décennies, en décrivant les programmes de coopération et de promotion de l'intégration régionale propres aux principales organisations intergouvernementales (OIG) en Afrique de l'Ouest. Selon Bundu, l'existence d'une quarantaine d'OIG dans la région constitue un témoignage de l'esprit communautaire et de solidarité qui s'y développe. Toutefois, ces OIG n'ont pas toujours eu l'effet de développement souhaité, en raison des difficultés rencontrées par les pays membres dans l'application de leurs programmes.

Bundu a évoqué certains problèmes rencontrés par la CEDEAO depuis sa création : une grande lenteur est notée dans la ratification des conventions et protocoles ; des difficultés ont surgi dans la mise en œuvre des actes et décisions de la communauté ; la participation aux réunions est faible ; et des arriérés sont accumulés dans le paiement des contributions des États. L'auteur a regretté l'absence d'une culture d'intégration — et même d'une véritable culture de développement en général — dans les pays membres. Au lendemain des indépendances, ces pays accordaient la priorité à la construction des États-nations, et plusieurs facteurs ont par la suite maintenu ou aggravé la division, y compris les différences idéologiques et d'approches entre les pays, la crainte d'une domination par le Nigéria, le poids de certaines structures institutionnelles et économiques héritées de la colonisation, et la crise économique qui sévit dans la région depuis le début des années 1980.

En traçant les perspectives qui s'offrent à la CEDEAO, l'auteur a insisté sur le nécessaire changement de stratégies d'intégration. Les stratégies à mettre en œuvre doivent passer par l'intégration physique de la sous-région à travers des projets d'infrastructures, et inclure des mesures pour le développement et la diversification des systèmes de production. L'intégration monétaire devrait également être à l'ordre du jour. Enfin, l'intégration régionale, pour être durable, doit s'étendre au-delà de la seule intégration économique, pour aborder également la coopération sociale, culturelle, politique et sécuritaire.

S'il reste beaucoup à faire pour redynamiser le processus d'intégration dans la sous-région, les réformes envisagées dans le Traité révisé de la CEDEAO suscitent beaucoup d'espoir. L'avantage de ce Traité est d'accorder à la CEDEAO le statut de supranationalité et d'envisager le mariage des souverainetés nationales — ce qui implique le renforcement des institutions de

---

<sup>3</sup> Abass Bundu, "ECOWAS and the Future of Regional Integration in West Africa", 24 p.

la CEDEAO et l'application directe des décisions de la Communauté dans les pays membres. Le Traité révisé envisage la création de nouveaux mécanismes institutionnels : un Parlement communautaire, une Cour de justice communautaire pour remplacer le Tribunal communautaire actuel, un Conseil économique et social pour représenter la société civile, un mécanisme de taxation régional direct, et un Code des investissements communautaire<sup>4</sup>.

S.K.B. Asante et Fernando J. Cardoso ont commenté la communication. Asante a rappelé l'optimisme dont faisait preuve son ouvrage de 1986 au sujet de la CEDEAO<sup>5</sup>. Cet optimisme a été tempéré par les faibles réalisations notées depuis lors. Comme Bundu, Asante croit qu'il faut rechercher des approches plus susceptibles de réussir que celles adoptées jusqu'à présent. Il a mis l'accent sur l'importance de la participation démocratique dans toute nouvelle initiative. L'intégration régionale ne peut pas se réaliser exclusivement par le haut, comme on a essayé de le faire. Aussi faudra-t-il mobiliser l'engagement des groupes sociaux en faveur de l'intégration régionale et chercher les moyens pour garantir l'application effective des accords de la CEDEAO par les pays-membres. La réussite de toute approche suppose la compréhension de l'incidence des coûts et des bénéfices de l'intégration sur différentes catégories sociales et politiques, afin d'aboutir à des propositions politiquement réalistes.

Selon Cardoso, les causes de la défaillance de l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest doivent être recherchées dans le manque d'intérêt réel au niveau domestique. Le défi est de trouver des projets régionaux aptes à stimuler cet intérêt. L'approche axée sur les échanges commerciaux, adoptée jusqu'à présent, n'a pas pu jouer ce rôle. De surcroît elle est source de conflits d'intérêt difficiles à surmonter. Tout se jouera donc autour de projets d'intérêt commun susceptibles d'établir un lien entre les initiatives locales et régionales.

### **La vision des institutions africaines et des donateurs sur les perspectives de l'intégration en Afrique de l'Ouest**

Dans l'après-midi du lundi 11 janvier, a été organisé un forum sur la vision des institutions régionales et des donateurs, sous la présidence de Mahamane Brah. Mamadou Diouf, Daniel Bach et Paul Ndiaye étaient les rapporteurs.

Cette séance a débuté avec l'intervention de G. R. Bourrier<sup>6</sup>, le directeur régional du CRDI. Ce dernier a situé la conférence ainsi que la recherche en matière d'intégration régionale

---

<sup>4</sup> Le Traité révisé a été signé par les Chefs d'États réunis pour le seizième Sommet de la CEDEAO à Cotonou, du 22 au 24 juillet 1993.

<sup>5</sup> S.K.B. Asante, *The Political Economy of Regionalism in Africa: A Decade of the Economic Community of West African States (ECOWAS)*. New York, Praeger, 1986.

<sup>6</sup> Gérald R. Bourrier, « Discours de Gérald R. Bourrier, directeur régional du CRDI à la Conférence Internationale sur l'Intégration de l'Afrique de l'Ouest », 8 p.

dans le cadre de la stratégie régionale du CRDI pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale. Cette stratégie comporte quatre grands axes d'intervention : la restructuration des systèmes de production, le renforcement des ressources humaines, la décentralisation et l'intégration régionale.

Le représentant de la BCEAO<sup>7</sup>, Mbaye-Diop Sarr, a centré son intervention sur le projet de transformation de l'Union monétaire ouest-africaine ( UMOA ) en une véritable Union économique, suite à la décision des Chefs d'États réunis à Dakar, en juillet 1992. Sarr a évoqué la vocation d'instrument d'intégration envisagée pour l'UMOA dans les textes de base, et le besoin d'une meilleure concertation entre les politiques monétaires, menées en commun au sein de l'UMOA, et les politiques économiques, fiscales, budgétaires et autres, qui sont restées jusque-là du ressort de chaque État membre. Le mandat donné au Gouverneur de la BCEAO cherche à enclencher un processus dynamique d'intégration économique, sur une base institutionnelle et financière solide, qui reconnaîtrait le transfert explicite de souveraineté au profit d'institutions communes.

L'Union économique ainsi envisagée serait instituée de façon graduelle, autour de quatre axes principaux d'intervention :

- la convergence des politiques budgétaires nationales entre elles et leur harmonisation avec la politique monétaire commune ;
- la modernisation et l'harmonisation du cadre juridique des affaires ;
- la réforme des politiques commerciales : le démantèlement des barrières non tarifaires aux échanges, l'harmonisation et la rationalisation des taux effectifs de protection, la réduction des barrières tarifaires sur les échanges avec les pays tiers, et l'élimination de celles portant sur les échanges intra-UMOA ;
- l'harmonisation des politiques fiscales.

Aucune opposition n'est recherchée entre ce projet et celui de la CEDEAO. L'objectif visé consiste plutôt à donner une impulsion nouvelle à la CEDEAO, en introduisant en son sein un élément dynamique et catalyseur. D'autres pays pourraient d'ailleurs se joindre à l'Union économique dans une telle perspective.

Denis Briand, le représentant de l'ACDI<sup>8</sup>, a milité en faveur d'une nouvelle approche de l'intégration régionale, en meilleure harmonie avec les phénomènes de globalisation qui caractérisent le climat international d'aujourd'hui. Le premier élément de cette approche est celui de l'intégration dite à « géométrie variable », qui préconise une plus grande flexibilité dans les accords d'intégration, en envisageant la libéralisation du commerce selon des schémas variables pour différents groupes de pays, des mesures bilatérales de coopération sectorielle, et des accords ouverts sur la possibilité de participation future d'autres pays. Le deuxième élément à

---

<sup>7</sup> BCEAO, « L'expérience et le rôle de la BCEAO en matière d'intégration sous-régionale : perspectives de l'Union économique envisagée au sein de l'UMOA », 13 p. [ Communication présentée par Mbaye Diop Sarr ].

<sup>8</sup> Denis Briand, « Intégration régionale dans un monde global », 7 p.

envisager est celui d'une approche moins tournée vers l'intérieur, axée sur la libéralisation des échanges et la libre circulation des facteurs au niveau de la communauté, tout en conservant un certain parallélisme entre la libéralisation au niveau de la communauté et une plus grande ouverture sur les marchés mondiaux. Briand considère qu'une telle approche serait plus réaliste et plus efficace sur le plan économique que celle adoptée jusqu'à présent sur le continent africain.

L'engagement de l'ACDI en faveur de l'intégration régionale se confirme dans sa nouvelle politique, tenant compte des effets régionaux de tous les projets d'aide de l'ACDI, même lorsqu'il s'agit d'aide bilatérale accordée à un pays spécifique. En ce qui concerne les organismes régionaux, l'ACDI exigera, comme condition de son appui, leur rationalisation et le respect par les États de l'autorité de ces OIG. On cherchera, enfin, à encourager une plus grande participation du secteur privé dans le processus d'intégration régionale.

Laye Camara, le représentant de la **Banque africaine de développement ( BAD )**, a fait remarquer dans sa présentation<sup>9</sup> que l'intervention du Groupe de la BAD en appui à l'intégration régionale par le financement des projets de développement est une obligation statutaire. Sur ce plan, l'expérience de la Banque est néanmoins décevante, puisque seulement 2,13 % des prêts et des dons octroyés par la BAD entre 1967 et 1991 étaient destinés à des projets multinationaux ( dont 47 % en faveur des institutions financières sous-régionales, et 25 % pour le secteur des transport ). Ce pourcentage n'inclut cependant pas les projets nationaux qui pourraient avoir des retombées régionales. Camara a expliqué les difficultés du groupe de la BAD dans le financement des projets multinationaux, dont les problèmes juridiques associés à l'intervention de plusieurs États dans un même projet, et le manque de priorité accordé aux projets multinationaux au niveau des États membres.

En dehors des projets de développement, la BAD appuie certaines institutions régionales. Elle a des accords de coopération avec la CEDEAO et la Banque ouest-africaine de développement ( BOAD ). La BAD a d'ailleurs souscrit à l'augmentation du capital de la BOAD. Par ailleurs, elle a entrepris des activités régionales en faveur du secteur privé, et elle a contribué à la création de certaines institutions africaines spécialisées à vocation régionale. Camara a terminé en abordant le rôle que la BAD pourrait jouer dans la mise en œuvre du Traité d'Abuja.

Michel Flesch, au nom de la **Mission de coopération et d'action culturelle de la France**, a indiqué les nouveaux projets à vocation régionale que la France est en train de promouvoir<sup>10</sup>. Ces projets recoupent ceux exposés par le représentant de la BCEAO. La politique de la

---

<sup>9</sup> Laye Camara, « La contribution du Groupe de la Banque Africaine de Développement dans la réalisation de l'intégration économique et son rôle dans la mise en œuvre du Traité d'Abuja instituant le marché commun africain », 19 p.

<sup>10</sup> Mission de coopération et d'action culturelle ( France ), « L'Intégration régionale à travers les espaces économiques et financiers », 10 p. [ Communication présentée par Michel Flesch ].

Coopération française s'appuie sur la zone franc au sein de laquelle les pays ont déjà acquis une certaine tradition de partage de leur souveraineté et de collaboration dans le domaine de la monnaie. Le principe adopté consiste à étendre cette collaboration, et à préparer le terrain pour l'intégration économique des pays de la zone franc, à travers un projet d'assainissement de l'environnement juridique et financier de l'activité économique. Ce projet comporte cinq volets : assurances, prévoyance sociale, droit des affaires, pôles régionaux de formation, et *Afristat*. La Coopération française appuie parallèlement les réflexions sur les projets régionaux de transformation des zones monétaires de l'UMOA et de la Banque des États de l'Afrique centrale ( BEAC ) en de véritables unions économiques.

Elkyn Chaparro, le représentant de la **Banque mondiale**<sup>11</sup>, a indiqué que l'intégration est un sujet débattu depuis longtemps au sein de son institution. De son point de vue, la réalité qui s'impose dans le contexte international actuel est celle de l'union régionale en vue de renforcer la compétitivité par rapport au reste du monde. La Banque mondiale a donc des doutes sur l'ancien modèle protectionniste de l'intégration régionale. De tels schémas ont échoué dans le passé et sont sur le point d'être remplacés par de nouvelles approches en Amérique latine comme en Asie. Aussi, la réflexion stratégique des Africains devrait-elle tourner autour de la question de savoir comment s'unir pour mieux pénétrer les marchés internationaux.

La Banque mondiale est prête à appuyer, de façon massive, toute nouvelle proposition qu'elle considère réaliste et concrète dont, par exemple, le projet d'Union économique de la zone franc, les projets de déréglementation des télécommunications, le renforcement des infrastructures routières et les projets de la Conférence des ministres de l'Agriculture de l'Afrique de l'Ouest. La Banque appuiera également des projets régionaux de formation et de recherche, à condition de trouver des formules opérationnelles et efficaces. Finalement, la Banque s'intéresserait à tout programme d'harmonisation des projets ou des cadres juridiques et administratifs entre les États pouvant faciliter l'investissement et les échanges régionaux. À l'heure actuelle, la Banque s'intéresse particulièrement à la réflexion stratégique sur l'Afrique menée *par* les Africains. L'initiative ne viendra plus de la Banque. Cette dernière va plutôt écouter, et appuyer les projets jugés pertinents et pragmatiques.

A. Aslam Aziz, le représentant de la **Communauté européenne ( CE )**, a fait ressortir la dynamique récente en faveur de l'intégration régionale à plusieurs niveaux. Il a noté que des efforts de réforme substantiels sont en cours dans les cadres de la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest ( CEAO ), de l'UMOA, de l'Union douanière et économique de l'Afrique centrale ( UDEAC ), du *Southern Africa Development Community* ( SADC ) et du *Southern Africa Customs Union* ( SACU ). Il a rappelé les déclarations en faveur de l'intégration et de la coopération régionales en Afrique faites lors de la Conférence Africaine de Maastricht en juillet 1990, et l'engagement de la Commission des communautés européennes de coordonner un programme d'action pour la promotion de ces objectifs dans le cadre des activités de la

---

<sup>11</sup> Elkyn Chaparro n'a pas présenté de communication écrite.

Coalition Mondiale pour l'Afrique<sup>12</sup>. En Afrique de l'Ouest, enfin, il qualifie de très prometteur le projet d'Union économique de la zone franc.

Se basant sur l'expérience européenne, il a proposé certaines règles à suivre pour une intégration économique réussie en Afrique :

- un engagement politique sur des objectifs réalistes, une stratégie claire de mise en œuvre, et un échéancier rigoureux ;
- la paix et la stabilité de l'environnement politique et économique ;
- des politiques commerciales averties, combinant judicieusement des mesures de protection sélectives et une politique d'ouverture générale au reste du monde ;
- l'ouverture à la société civile, la transparence des procédures, et la responsabilisation des institutions grâce à l'application de principes et d'instruments démocratiques ;
- le principe de la « subsidiarité » limitant les responsabilités des institutions communautaires à ce qu'elles peuvent faire de façon plus efficace que les États ;
- l'existence d'institutions fortes et autonomes, ayant accès à des ressources propres ;
- et enfin, par respect pour la situation et les intérêts divergents des États-membres, une approche progressive fondée sur le principe de la « géométrie variable ».

Il a également proposé quatre principes de base pour l'Union économique de la zone franc :

- une approche souple et évolutive pour l'intégration de nouveaux membres ;
- le contrôle démocratique de l'Union, sur la base d'institutions démocratiques au niveau des pays membres ;
- la transparence contrôlée par un système de vérification ;
- une prise en compte des mandats d'autres institutions régionales, comme la CEDEAO et le Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel ( CILSS ).

Mbaye Diouf, le représentant de la CEA, a passé en revue les différentes approches d'intégration économique préconisées par la CEA ( le Plan d'action de Lagos, le Cadre africain de référence pour les programmes d'ajustement structurel [CARPAS] et le Traité d'Abuja<sup>13</sup> ). Il a critiqué les arguments des bailleurs de fonds, qui militent en faveur de l'approche pragmatique dite à géométrie variable, par opposition à l'approche intégrale des chefs d'États

---

<sup>12</sup> Voir à cet effet la note d'information distribuée aux participants de la Conférence, intitulée « Activités de la Commission des Communautés Européennes (CCE) pour soutenir la coopération et l'intégration régionales en Afrique subsaharienne (ASS) dans le cadre de la Coalition Mondiale pour l'Afrique (CMA) », 4 p.

<sup>13</sup> CEA, « L'intégration économique en Afrique, situation et perspectives : le point de vue de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique », [ E/ECA/CM.17/2 ], 21 p. [ Communication présentée par Mbaye Diouf ].

figurant dans le Traité d'Abuja. Selon lui, l'approche dite pragmatique ne fait que miner la stratégie d'Abuja. Sa philosophie de base consiste à promouvoir la libre circulation économique ( surtout la libéralisation du commerce ) partout où cela est possible, tout en œuvrant au dépérissement des organisations sous-régionales, en abaissant les tarifs extérieurs à un niveau qui ne peut que laisser les forces de production locale à la merci d'une concurrence extérieure inégale et déloyale.

Le représentant de la CEA a remis en cause l'ordre international actuel et a cité les propos relatifs à la création de communautés basées sur l'appartenance à une même zone monétaire, en Afrique de l'Ouest et du Centre, comme un exemple de projet d'affaiblissement des institutions régionales africaines. De son point de vue, de telles communautés ne seraient rien d'autre qu'un instrument destiné à pérenniser le régime néocolonial des échanges et à garder les marchés africains en captivité.

Diouf accorderait la priorité aux mesures susceptibles de renforcer la CEDEAO. Ces mesures incluraient l'adoption de politiques pour encourager l'implication de tous les groupes socio-économiques dans le processus d'intégration régionale, l'affectation de sources de financement autonomes au profit de la communauté, et la mise en place de structures institutionnelles supranationales tel qu'un parlement ouest-africain. Diouf perçoit également le besoin d'une rationalisation des OIG ouest-africaines, sous la direction de la CEDEAO. Une fois ces conditions satisfaites, l'intégration économique devrait se faire à travers l'application de programmes multisectoriels de développement, comme ceux que la CEA est en train de développer<sup>14</sup>.

Idrissa Seck et Mamadou Lamine Thiam ont commenté ces différentes interventions. Sur la base d'une enquête sur les perceptions des donateurs effectuée pour le compte de *Global Coalition for Africa*<sup>15</sup>, Idrissa Seck a attiré l'attention sur la persistance d'un grand décalage entre l'approche à géométrie variable que proposent les bailleurs de fonds et l'approche institutionnelle focalisée sur les OIG que défendent avec force la CEA et l'OUA. Alors que ces dernières sont obligées de suivre le chemin tracé par la signature des chefs d'État en faveur d'institutions régionales privilégiées comme la CEDEAO, les institutions internationales préconisent une approche plus flexible en faveur de toute initiative impliquant plus de deux pays. Selon l'approche considérée, les modalités de mise en œuvre de l'intégration diffèrent.

Le deuxième commentateur, Mamadou Lamine Thiam, directeur des programmes de la Fédération des organismes volontaires africains de développement ( FOVAD ), a déploré la faible représentation des femmes et des ONG parmi le public de la conférence. Il a indiqué le

---

<sup>14</sup> Les programmes d'appui à l'intégration économique de la CEA sont résumés ci-dessous, dans la partie relative à la session du mercredi après-midi.

<sup>15</sup> Idrissa Seck, « Le résumé des points de vue des différents membres », Coalition Mondiale pour l'Afrique, Sous-comité sur la coopération et l'intégration régionales, 1992, 13 p.

manque de volonté des États pour l'intégration régionale et proposé une plus grande attention aux préoccupations des organisations régionales et sous-régionales non gouvernementales.



## L'INTÉGRATION ÉCONOMIQUE

### Séance plénière

La deuxième séance plénière a eu lieu le mardi 12 janvier 1993 sous la présidence d'A. Sangowawa, vice-président de la BAD. Elle a été consacrée aux échanges commerciaux, aux politiques économiques, à l'agriculture, et à l'intégration monétaire. Achi Atsain et Sams Dine Sy étaient les rapporteurs.

La séance a commencé par une communication de Salomon Samen, portant sur les **leçons de l'histoire** pour l'intégration économique en Afrique de l'Ouest<sup>16</sup>. S'adossant à l'histoire économique de l'Afrique, Samen a montré que la libre circulation des biens et des facteurs faisant l'objet des stratégies d'intégration de ces dernières années était déjà une réalité dans l'Afrique précoloniale. Les nouvelles nations de l'Afrique francophone avaient hérité d'un dispositif d'intégration économique et de coopération très élaboré au moment des indépendances. Malgré cela, et en dépit de la volonté de ces États de mettre en place de nouveaux groupements économiques, les forces de désintégration ont ébranlé l'édifice issu de la colonisation.

Cette situation provoquera, vers le milieu des années 1980, le besoin d'explorer de nouveaux instruments d'intégration permettant de revitaliser les regroupements qui étaient à l'agonie. Samen a présenté les réformes envisagées dans le cadre de l'UDEAC et de l'UMOA, comme voie possible pour l'avenir. Il a noté cependant que le renforcement de l'intégration régionale ne devrait, en aucun cas, être envisagé comme une mesure alternative à la restauration de la compétitivité internationale des pays appartenant aux deux zones. Les nouvelles Unions économiques seront efficaces à condition de mettre en place des institutions supranationales responsables et efficaces, tout en améliorant la compétitivité des pays membres de l'UDEAC et de l'UMOA sur les marchés mondiaux.

Le commentateur, Mike Obadan, a indiqué que les gouvernements africains ont, depuis longtemps, pris conscience de la nécessité d'une intégration efficace de leurs économies. Le problème de fond est de comprendre pourquoi une organisation comme la CEDEAO, qui est pourtant au courant de la plupart des obstacles à l'intégration, n'arrive pas à les contourner. Des participants ont répondu à cette question en indiquant que le nationalisme étroit et la divergence des intérêts politiques constituent les explications les plus plausibles.

La seconde communication a été consacrée aux **échanges agricoles**. Elle a été introduite par Jean-Marc Pradelle<sup>17</sup> qui a présenté les recherches sur les espaces céréaliers régionaux faites dans le cadre du programme de sécurité alimentaire mené par le Club du Sahel et le

---

<sup>16</sup> Salomon Samen, « L'intégration économique dans les pays de l'UDEAC et de l'UMOA : leçons de l'histoire, fondements théoriques et perspectives pour les années 90 », 17 p.

<sup>17</sup> Jean-Marc Pradelle et Serge Snrech, « Sécurité alimentaire et développement agricole en Afrique de l'Ouest : qu'attendre de l'intégration régionale ? », 29 p.

CILSS. Le projet de sécurité alimentaire régionale au Sahel remonte à la Conférence de Mindelo de 1986. Cette conférence n'abordait cependant pas les mécanismes de mise en œuvre d'un tel projet, et on avait insuffisamment apprécié les difficultés d'un programme de sécurité alimentaire défini en termes strictement sahéliens. En effet, le Sahel n'est pas un espace commercial naturel, car les échanges alimentaires se font plus naturellement entre cette zone et celle des pays côtiers. Aussi a-t-on changé d'orientation, à partir du séminaire de Lomé en 1989, et envisagé la sécurité alimentaire autour de sous-espaces régionaux comprenant chacun des pays du Sahel et de la zone côtière.

Un des principaux constats des recherches sur les marchés céréaliers régionaux est l'existence d'importants flux commerciaux informels, générés en réaction aux disparités des politiques des prix entre les différents pays. Ces flux commerciaux représentent une sorte d'intégration régionale basée sur la commercialisation de produits bradés sur les marchés mondiaux. Cela profite aux populations, mais n'encourage pas la production locale. Ce phénomène ne peut être compris sans analyser les rentes de l'État liées à l'importation des produits alimentaires. La dépendance des États à l'égard de revenus tirés de ces importations donne lieu à des divergences d'intérêts qui se reflètent dans les politiques agricoles différentes d'un pays à l'autre. Elle réduit du même coup la volonté des États de rechercher l'intégration régionale à travers la production et l'échange de produits locaux.

Pradelle propose quelques pistes pour faire avancer l'intégration régionale en matière d'agriculture :

- le renforcement du poids politique des producteurs, à travers la constitution de lobbies tels que les syndicats agricoles et les associations d'hommes d'affaires ;
- la poursuite de recherches approfondies sur des phénomènes régionaux tels que les migrations, les potentialités agricoles et les besoins en infrastructure ; et
- le choix de projets régionaux bien ciblés où toutes les parties sont gagnantes à court terme : des projets conçus autour d'une ressource commune ou d'une filière de production commune ( bassins fluviaux, élevage ) ; des opérations permettant de mieux rentabiliser des ressources éparses ( les réseaux de chercheurs ou d'hommes d'affaires ) ; ou des projets permettant de réaliser des économies d'échelle importantes ( projets d'images satellitaires, écoles spécialisées ).

Le premier commentateur, Amadou Seck, a cité la politique des prix du riz du Sénégal en exemple d'une politique nationale entravée par les actions d'un pays voisin, le prix réduit du riz en Gambie encourageant la fraude en provenance de ce pays. Amadou Seck a plaidé en faveur d'une harmonisation des politiques de sécurité alimentaire au niveau des prix du riz et des taux de change. À son avis, les États sont les otages des grands commerçants, en matière de politique alimentaire ; la situation ne saurait évoluer favorablement en l'absence de contre-pouvoirs, notamment au niveau des petits producteurs.

Le deuxième commentateur était Baba Dioum, conseiller technique au sein de l'Unité de politique agricole du Sénégal. Il a situé la présentation de Jean-Marc Pradelle dans le cadre des

réflexions menées par le CILSS et le Club du Sahel depuis le colloque de Nouakchott, en 1979, sur l'idée d'un espace céréalier régional protégé et de l'ouverture d'espaces de concertation. Baba Dioum a signalé les limites de cette approche. Reprenant un point déjà soulevé par Pradelle lui-même, il a rappelé une des conclusions de la Conférence de Lomé en 1989 selon laquelle le CILSS n'est peut-être pas le meilleur cadre pour traiter des échanges céréaliers au niveau sous-régional. En effet, ces échanges se font surtout entre pays côtiers et sahéliens. En outre, la limitation aux céréales, à l'exclusion d'autres produits d'échange, n'offre pas tout le champ prospectif pour assurer l'équilibre des échanges entre des pays dont les complémentarités agricoles dépassent celles des céréales.

Baba Dioum considère que la « Conférence des ministres de l'Agriculture<sup>18</sup> » qu'il représente, fournit, sur certains plans, un meilleur cadre que le CILSS et le Club du Sahel pour traiter de la coopération régionale dans le domaine agricole. L'originalité de cette initiative repose sur un pragmatisme qui cherche à faire progresser l'intégration des marchés agricoles par la concertation des politiques par produit et par filière, dans le but d'augmenter la compétitivité de la production régionale par rapport aux marchés mondiaux.

Dans une communication consacrée à la **politique économique**, Ousmane Badiane<sup>19</sup> a mis en évidence une importante omission dans les négociations portant sur l'intégration régionale, au niveau des politiques macro-économiques et sectorielles nationales pouvant avoir des impacts substantiels sur le commerce régional. Il identifie trois aires d'intervention méritant une plus grande attention : les politiques monétaires et de taux de change, les politiques d'ouverture commerciale prises dans leur ensemble, et les politiques sectorielles. Selon Badiane, les mécanismes commerciaux préférentiels constituant le noyau des stratégies traditionnelles d'intégration économique, ne peuvent pas servir de substitut à des politiques commerciales macro-économiques et sectorielles adaptées pour encourager la compétitivité générale de l'économie, et partant, la croissance des échanges avec les pays voisins.

Badiane a présenté les résultats d'un modèle calculable d'équilibre général ( MCEG ) qu'il a appliqué au Sénégal et à la Côte-d'Ivoire pour simuler l'impact des politiques macro-économiques sur les échanges. En mettant en évidence les interdépendances sectorielles, ce modèle démontre l'impact négatif que peuvent avoir les politiques restrictives du commerce extérieur sur la compétitivité régionale. Des calculs ont été présentés pour quantifier l'impact favorable que pourraient avoir sur les échanges régionaux une augmentation du degré d'ouverture sur les marchés mondiaux, une politique monétaire plus libérale, une dévaluation

---

<sup>18</sup> Cette conférence a été organisée sur l'invitation du gouvernement sénégalais, du 18 au 20 mars 1991. Elle regroupait les représentants de quinze pays africains et d'organisations internationales. Des propositions ont été faites en vue de la création d'un marché régional de libre échange pour les céréales, la viande et les oléagineux. Un réseau d'experts a été constitué. La publication des actes de la conférence a été faite en avril 1991 sous la direction de Baba Dioum, coordonnateur général de la conférence.

<sup>19</sup> Ousmane Badiane, "Regional Integration In West Africa: The Importance of Country Macroeconomic and Sector Policies", 32 p. [ Cette communication est la version simplifiée d'un premier jet ].

du taux de change, ou une amélioration des termes de l'échange. Au niveau des mesures sectorielles pouvant appuyer les réformes macro-économiques, l'auteur s'est fait l'avocat d'une libéralisation plus poussée des systèmes de marketing, et de leur réorientation sur les marchés régionaux. Il a également plaidé en faveur de la réduction des coûts actuels très élevés du transport terrestre.

Les commentateurs, Jean Coussy et Laye Camara, ont reconnu l'originalité de la communication et ont salué les efforts de modélisation de l'auteur. L'apport de Badiane est de démontrer comment certaines politiques peuvent produire des résultats non intentionnels sur l'économie. Des réserves ont été exprimées sur la fiabilité des résultats quantitatifs détaillés. On peut douter, notamment, des données de base utilisées pour construire le modèle, et de la pertinence de l'hypothèse de plein emploi. Les commentateurs ont également noté la carence d'estimations dignes de confiance des élasticités de substitution nécessaires pour faire fonctionner ce genre de modèle ( par exemple l'élasticité de substitution de la demande entre les produits locaux et les produits importés ).

Ce genre de modèle quantitatif ne peut pas suffire à lui seul pour apprécier les coûts et les limites des politiques commerciales protectionnistes par rapport au processus d'intégration régionale. Le protectionnisme a été un échec dont il faudrait analyser de plus près les raisons. Par ailleurs, une distinction importante n'est pas faite dans le modèle de Badiane : celle entre les politiques de protection industrielle et les politiques de prélèvement sur les cultures de rente, dont les effets sur l'intégration régionale pourraient être bien différents.

Jean Coussy nous invite à réfléchir sur les deux pôles d'intégration que pourraient devenir l'Afrique du Sud et le Nigéria. Ces deux pays bénéficient de ressources pétrolières et minières exceptionnelles qui en font des puissances commerciales importantes. Ayant pratiqué des politiques macro-économiques d'introversions, ils disposent de capacités de production industrielle sous-utilisées et pourraient tirer profit d'un marché sous-régional plus accessible. Cependant, ni l'Afrique du Sud ni le Nigéria ne sont compétitifs sur le marché mondial, et le marché africain ne leur serait acquis qu'à travers des instruments de subventions, de dépréciation des taux de change, ou de protectionnisme régional. Dans ces conditions, il est à craindre qu'une intégration orchestrée autour de ces deux pays ne soit une source de désillusion pour la plupart des pays de l'Afrique au sud du Sahara.

David Cobham a présenté une communication sur **l'intégration monétaire**<sup>20</sup> préparée en collaboration avec Peter Robson. L'exposé tente de dégager les leçons que l'Afrique pourrait tirer du processus d'intégration monétaire de la Communauté européenne. Les auteurs évaluent les coûts et bénéfices de divers schémas d'intégration monétaire. Ils estiment que les bénéfices sont plus élevés dans le cas de l'intégration monétaire totale, alors que les coûts restent les mêmes, indépendamment du schéma adopté.

---

<sup>20</sup> David Cobham et Peter Robson, "Monetary Integration in Africa: A Deliberately European Perspective", 30 p.

Les auteurs ont reconnu les bénéfices théoriquement réduits de l'intégration monétaire en Afrique de l'Ouest, étant donné le faible degré d'intégration économique au départ. Cependant, l'intégration monétaire peut renforcer l'intégration économique. Elle trouve sa justification principale dans la stabilisation macro-économique qui peut en résulter. Nonobstant ces avantages, les auteurs soulignent les difficultés qui peuvent entraver les négociations menant à l'intégration monétaire. Il sera surtout nécessaire de résoudre les divergences d'un pays à l'autre en ce qui concerne l'équilibre de la balance des paiements, et partant, de se mettre d'accord sur la parité optimale du taux de change ou sur les formules d'ajustement. À cela s'ajoutent les épineux problèmes de négociation des statuts et objectifs de la Banque centrale, et la coordination des politiques fiscales entre pays.

La stratégie d'intégration monétaire à adopter dépendra du degré d'engagement des États. Une fois les États fermement engagés, l'intégration monétaire peut se faire assez facilement. Elle requerrait une période préparatoire de convergence économique dont la durée pourrait être de six mois à cinq ans, et exigerait la création d'une monnaie commune dont l'émission reviendrait à une Banque centrale unique. Si la volonté politique est insuffisante pour justifier la création d'une Banque centrale unique, on pourrait néanmoins stabiliser la variabilité des taux de change autour d'une monnaie de référence ( comme on le fait autour du *Deutsche Mark* en Europe ), et introduire le principe de la convertibilité des monnaies.

L'intégration monétaire totale des pays de la région peut se faire avec ou sans rattachement à une monnaie de référence étrangère, mais les auteurs défendent l'idée d'un rattachement à l'écu, comme extension du présent système de rattachement du franc CFA au franc français. Une telle formule imposerait une plus grande discipline monétaire, et réduirait le besoin d'une période de convergence macro-économique comme préalable à la création de l'Union monétaire. Elle pourrait inclure un certain appui extérieur pour garantir la convertibilité de la monnaie.

Les commentateurs, Mohammed Mah'Moud et Rohinton Medhora, ont appuyé les idées de base des auteurs, en reconnaissant que l'Afrique de l'Ouest n'a pas besoin d'atteindre le niveau d'intégration économique européenne pour envisager une intégration monétaire totale, ni de procéder à toutes les harmonisations souhaitables avant de s'engager dans la voie de l'intégration monétaire.

Les commentateurs ont également observé que le problème majeur est celui de l'énorme poids économique qu'aurait le Nigéria dans une union monétaire couvrant toute la région. Les différences de politiques et de structures économiques entre le Nigéria et ses partenaires sont substantielles et doivent faire l'objet d'une analyse approfondie dans le cadre de tout processus d'élargissement de la zone UMOA aux autres pays de la sous-région.

Les commentateurs ont enfin recommandé une approche suffisamment flexible pour retenir les avantages d'un lien à l'écu tout en permettant les ajustements nécessaires entre la monnaie commune et la monnaie de référence. Car si la monnaie africaine est rattachée à l'écu de façon rigide, les pays concernés s'enfermeront dans une situation dans laquelle les avantages seront

certains, mais qui ne leur offrira aucune possibilité d'ajustement autonome en matière de taux de change.

## **Panel 1 : Les échanges commerciaux**

Les travaux en panel ont débuté dans l'après-midi du mardi 12 janvier dans les locaux de l'hôtel Novotel à Dakar. Le panel 1, présidé par George Obiozor, s'est penché sur quatre questions fondamentales : les Programmes d'ajustement structurel ( PAS ), le commerce intracommunautaire, les échanges informels, et les investissements étrangers. Mohamed Haddar était le rapporteur.

Le premier thème a été introduit par Cyril Daddieh<sup>21</sup> qui a posé la question suivante : les **Programmes d'ajustement structurel** constituent-ils un facteur d'accélération ou un obstacle au processus d'intégration ? La contribution potentielle des PAS réside dans l'accent qui est mis sur les mesures de libéralisation générale des échanges et de dévaluation de la monnaie, mesures destinées à renforcer la compétitivité internationale des économies de la sous-région. La correction des déséquilibres et l'élimination des distorsions devraient entraîner la restructuration des économies et créer un environnement macro-économique favorable à la mobilité des facteurs et des biens.

Ces apports potentiels se heurtent néanmoins au fait que les PAS sont conçus dans un cadre national sans tenir compte des questions de développement sous-régional. Aussi, la libéralisation commerciale se fait-elle sans tenir compte des objectifs régionaux de développement industriel ou agricole, alors que le déphasage des réformes, d'un pays à l'autre, encourage le commerce informel des produits importés et la fraude aux dépens du commerce axé sur les produits régionaux. Il en va de même pour les politiques de réforme des taux de change, radicalement différentes entre les pays de la zone franc et les pays anglophones, et qu'il faudrait coordonner dans le cadre d'une politique régionale.

En dépit des PAS, la crise économique perdure et la stagnation des marchés régionaux n'encourage ni le commerce, ni les investissements nouveaux. Les problèmes budgétaires et fiscaux des États entraînent à leur tour l'abandon de certains projets régionaux et minent la capacité des pays à honorer leurs engagements communautaires. Sur le plan social, l'aggravation de la pauvreté crée, dans certains cas, une psychose de la violence et une vague de xénophobie.

Dans son commentaire, George Larbi a ajouté que l'ajustement structurel était un besoin incontournable pour assurer le redressement des économies, mais qu'il faudrait concevoir des PAS en meilleure adéquation avec les objectifs de l'intégration régionale. Par exemple, la libéralisation des barrières commerciales pourrait être plus forte sur certains produits d'intérêt particulier pour le marché régional. L'utilisation des PAS pour renforcer l'intégration régionale exigerait une coordination commençant par le haut, entre les bailleurs de fonds avocats des PAS ( Banque mondiale et FMI ) d'une part, et les institutions responsables de l'intégration régionale ( CEA, OUA ), d'autre part. La BAD pourrait éventuellement jouer le rôle d'intermédiaire.

---

<sup>21</sup> Cyril K. Daddieh, "Structural Adjustment Programs ( SAPs ) and Regional Integration in West Africa: Help or Hindrance?", 22 p.

Le thème des échanges intracommunautaires a été abordé de façon plus détaillée dans le document d'Alléchi M'Bet<sup>22</sup>. Les échanges intracommunautaires en Afrique de l'Ouest représentent environ 6 % du total. Les obstacles à leur intensification sont de deux ordres. Tout d'abord, il y a la non-compétitivité des produits de la sous-région par rapport à ceux provenant de l'extérieur, qui sont le plus souvent de qualité supérieure et de prix plus abordable. À cela s'ajoutent de nombreuses difficultés de circulation des personnes et des biens pouvant être réduites par de meilleures politiques régionales : une infrastructure routière insuffisante ou défectueuse ; des barrages douaniers fréquents ; des tracasseries aux frontières ; un manque d'harmonisation des documents à remplir ; un défaut d'uniformisation des tarifs douaniers ; des barrières non tarifaires ; des services de télécommunications inadéquats et fort coûteux.

Les commentateurs, Kate Meagher et Achi Atsain, ont noté que le document n'accordait pas assez d'attention à la surévaluation du franc CFA comme facteur de la non-compétitivité des produits de la zone. Le besoin d'harmoniser les politiques fiscales du point de vue de leur impact sur les coûts de production a également été évoqué.

Les échanges informels sont-ils un moyen de contourner certains obstacles mentionnés ci-dessus, comme on a tendance à le supposer ? C'est la question posée dans la communication de Kate Meagher<sup>23</sup>, qui y répondra négativement. Passant en revue les travaux sur le commerce informel, elle démontre qu'il s'agit d'un commerce organisé en circuits autour d'exportations illégales permettant de se procurer les devises utilisées par la suite pour importer illégalement d'autres marchandises. Il s'agit pour l'essentiel d'activités d'intermédiation du commerce avec le reste du monde, fondées sur l'arbitrage des prix entre pays dont les politiques sont divergentes. Des fortunes et des privilèges sont bâtis sur ce commerce et sont défendus par des coalitions d'intérêts commerciaux et politiques puissants, qui s'opposent à une véritable intégration économique régionale pouvant mettre fin à l'arbitrage des prix qui est la source de leurs profits. Meagher est donc sceptique quant à la contribution du commerce informel au renforcement de l'intégration régionale : ce commerce apporte peu au renforcement des échanges de produits nationaux, et se fonde sur des groupes d'intérêts fondamentalement opposés à l'intégration régionale.

Ce document a été commenté par John Igué et Ali Mansoor. Selon Igué, on gagnerait à mieux comprendre les économies qui vivent du commerce informel, notamment la Gambie et le Bénin<sup>24</sup>. Dans ces cas, la réexportation devient une source importante de rentes pour l'État et représente une stratégie de survie économique pour certaines catégories de la population. Il

---

<sup>22</sup> Alléchi M'Bet et Aïssata Camara, « Groupements économiques et commerce intra-africain : une analyse des obstacles à l'intensification des échanges de produits manufacturés en Afrique de l'Ouest », 69 p.

<sup>23</sup> Kate Meagher, "Informal Integration or Economic Subversion? The Development and Organization of Parallel Trade in Sub-Saharan Africa", 29 p.

<sup>24</sup> Voir sur cette question l'ouvrage de John O. Igué et Bio G. Soule, *L'État entrepôt au Bénin. Commerce informel ou solution à la crise ?* Paris, Karthala, 1992, 216 p.



estime qu'une cogestion du commerce entre le Nigéria et les États frontaliers, comme le Bénin et le Niger, pourrait entraîner de nouvelles formes de collaboration économique entre ces différents pays et mériterait une attention particulière.

Pour Mansoor, le commerce informel est le résultat de distorsions des prix et constitue une activité économiquement inefficace par rapport au commerce basé sur l'avantage comparatif dans la production. Aussi, défend-il la thèse de la libéralisation du commerce régional comme moyen de rationaliser les échanges.

La quatrième question débattue dans ce panel concernait **les investissements étrangers**. Elle a été introduite par Gerald Blakey<sup>25</sup>. Plusieurs pays de l'Afrique au sud du Sahara connaissent à présent des flux nets négatifs d'investissements étrangers directs. L'Afrique est en compétition intense pour ces sources d'investissement avec les autres pays en voie de développement et les pays industrialisés eux-mêmes. L'intégration peut-elle renforcer la position de la région dans ce domaine ?

Blakey a décrit les résultats d'une enquête sur les hommes d'affaires européens concernés par l'Afrique qui révèle que l'intégration et la coopération régionales présentent un certain intérêt pour le secteur privé et, plus particulièrement, pour les grandes entreprises. L'examen des questions préoccupant le plus ces hommes d'affaires apporte quelques surprises. On note en particulier l'importance beaucoup plus grande accordée aux barrières non tarifaires par rapport aux barrières tarifaires. Par ailleurs, la préoccupation essentielle des hommes d'affaires européens est la stabilité politique et économique de la région. Sur les dix variables déterminantes de l'intégration, la stabilité politique est présentée comme le facteur le plus important. La stabilité monétaire et la convertibilité de la monnaie sont également largement appréciées, comme l'est une libre circulation de la main-d'œuvre d'un pays à l'autre.

Le commentateur, Frank Ofei, a informé les participants que la CEDEAO voudrait développer un Code des investissements à caractère régional. Il a ensuite évoqué toute la pertinence des enquêtes du genre, pour mieux cerner les priorités des investisseurs. Les résultats de l'enquête confirment son jugement selon lequel les facteurs les plus importants pour les hommes d'affaires sont la stabilité, la transparence et les garanties. Le défi n'est pas seulement d'attirer les investisseurs étrangers mais aussi d'assurer leur contribution en tant que partenaires dans le processus d'intégration.

Le président de la séance a retenu des différentes interventions le besoin d'une institution régionale forte, capable de diriger : la coordination des PAS, la négociation des accords commerciaux, la meilleure gestion du commerce informel, la coordination des Codes des investissements, et une meilleure utilisation de l'investissement international.

---

<sup>25</sup> G. Gerald Blakey, "Regional Integration in Sub-Saharan Africa: the Implications of Direct Foreign Private Investment", 16 p.

## **Panel 2 : L'intégration monétaire et la coopération économique**

Le second panel, présidé par Ousmane Ouédraogo, vice-gouverneur de la BCEAO, devait examiner diverses questions figurant au programme de la conférence : la pertinence de l'intégration monétaire, les options d'intégration monétaire, l'énergie et les expériences de la SADCC comparées à celles de la CEDEAO. Mohammed Mah'Moud était le rapporteur.

La première communication, présentée par Ben Aigbokhan<sup>26</sup>, a évalué l'intérêt d'une **union monétaire** entre les pays-membres de la CEDEAO en se référant à la théorie des zones monétaires optimales et en mettant l'accent sur l'expérience européenne dans ce domaine. Aigbokhan identifie les variables essentielles permettant d'évaluer le potentiel d'une zone économique donnée en tant que sphère d'intégration monétaire. Il s'agit notamment : d'une grande mobilité des facteurs ; de l'ouverture économique de chaque pays ; d'une forte diversification de la production ; d'une faible vulnérabilité aux chocs extérieurs ; d'un degré convenable d'intégration des politiques et d'une grande flexibilité des salaires et des prix. Ces conditions ne sont guère applicables à l'Afrique de l'Ouest, surtout lorsqu'on compare cette zone à la CE si souvent présentée comme un modèle d'intégration monétaire. La question dès lors est de savoir si l'intégration monétaire est souhaitable dans la sous-région.

Les commentateurs, John Anyanwu et David Cobham, ont admis qu'aucun des critères d'émergence d'une zone monétaire optimale n'est rempli au sein de la CEDEAO. Ils ont cependant manifesté leur désaccord avec la politique d'inaction préconisée par Aigbokhan. Selon eux, l'approche qui cherche à définir une zone monétaire optimale est difficile à appliquer car il n'est pas aisé de définir les critères minimaux de création d'une zone monétaire unique et viable. Même la CE n'est pas, sous tous ses aspects, une zone monétaire optimale, surtout si l'on se réfère à certains sous-groupements de la Communauté. La pertinence de l'approche dépend de la nature des avantages attendus d'une intégration monétaire. S'il s'agit essentiellement d'un renforcement de la discipline et de la stabilité monétaires, il importe peu que la zone envisagée soit « optimale » ou pas.

La seconde communication de ce panel, présentée par Rohinton Medhora<sup>27</sup> a analysé l'expérience de l'UMOA et l'applicabilité de ses dispositions au groupe élargi et plus hétérogène des seize pays de la CEDEAO.

De manière générale, les performances de l'UMOA ont été satisfaisantes par rapport à celles de pays comparables. Les taux de croissance, les niveaux d'inflation et la stabilité tant monétaire que du taux de change observés dans la zone ont été parfois fort enviables. On peut attribuer ces résultats à la discipline qu'impose le taux de change fixe, à l'existence d'une banque centrale supranationale relativement indépendante, et à la sécurité qu'offre la garantie

---

<sup>26</sup> B. E. Aigbokhan, "Optimum Currency Areas and Monetary Integration in West Africa: Lessons from the European Community", 22 p.

<sup>27</sup> Rohinton Medhora, "Lessons of UMOA for Regional Integration in ECOWAS", 23 p.

de convertibilité du franc CFA fournie par la France. Au-delà, les membres de l'Union souscrivent généralement à la lettre et à l'esprit de l'intégration monétaire.

Cependant, l'UMOA n'était pas armée, à la fin de la période faste des années 1970, pour entreprendre des réformes budgétaires ou pour s'attaquer à la mauvaise gestion macro-économique généralisée des pays-membres. En dépit de son rôle statutaire au sein de l'Union, la BCEAO a été handicapée par un manque d'information et n'a pas bénéficié de la coopération totale des pays-membres sur les questions de coordination budgétaire. La garantie de la convertibilité offerte par la France, qui facilite l'accès aux devises, a sans doute contribué à retarder l'ajustement budgétaire requis, et le symbole historique de la stabilité de la zone franc — le rattachement fixe de la monnaie au franc français — est devenu une entrave à tout effort d'ajustement.

La leçon principale à tirer de l'expérience de la zone franc est que la Banque centrale commune doit être réellement supranationale, plus en tout cas que la BCEAO ne l'a été jusqu'à présent. Les pays-membres doivent être prédisposés à faire face à des exigences d'information et de participation onéreuses, et il conviendrait d'instaurer une certaine forme de fédéralisme fiscal. Des mesures telles que la mise en commun des réserves, la répartition des droits de seigneurage, et l'accès au crédit international doivent être régies par des règles claires, transparentes et rigoureusement appliquées. Enfin, si les bienfaits d'un rattachement à une monnaie de référence étrangère telle que le franc français ou l'écu sont bien évidents, il ne faudrait pas pour autant écarter les avantages offerts par un système de flottement dirigé ou de parités mobiles en termes de flexibilité.

Une union monétaire convenablement élaborée et gérée pourrait offrir à ses membres des avantages considérables tels qu'une politique monétaire stable et apolitique, la stabilité financière et la baisse du coût des opérations. Cependant, ces mesures ne peuvent pas se substituer à une politique et à des efforts d'ajustement économique raisonnables.

Les commentateurs, Youssouf Dembélé, Abdoulaye Diagne, Sams Dine Sy et Henri Josserand, ont partagé les idées de l'auteur sur les avantages de l'intégration monétaire et abordé certains aspects pratiques de la question. Selon Diagne et Sy, le renforcement de l'intégration monétaire de la région se ferait le plus facilement en utilisant la zone franc comme soubassement pouvant être élargi à certains pays anglophones. Cela exigerait au préalable un certain degré de convergence macro-économique, surtout en ce qui concerne l'inflation, qui reste élevée dans de nombreux pays anglophones. Une bonne gestion commune des politiques budgétaires et fiscales serait également une condition de succès. L'expérience de l'UMOA montre que l'existence d'une monnaie de référence extérieure ( le franc français ) a été au cœur de la stabilité de l'union monétaire. Dans le cadre d'une union monétaire ouest-africaine renforcée, l'écu serait probablement la meilleure monnaie de référence.

Dembélé a présenté des arguments en faveur d'une grande attention au fédéralisme budgétaire, et a fait remarquer l'importance de la Banque ouest-africaine de développement pour le financement de projets à caractère sous-régional. Il faudrait également encourager le

développement de marchés financiers régionaux élargis et plus efficaces, afin de réduire les pressions exercées sur la banque centrale pour le financement des déficits du secteur public.

Dembélé et Josserand ont abordé la question de la dévaluation du franc CFA. Le premier considère que les avantages de cette dévaluation ne sont pas évidents, alors que les effets négatifs (notamment l'inflation et une dévaluation ultérieure) sont certains et immédiats. Selon Josserand, l'aspect le plus nuisible de la situation actuelle était la persistance de l'incertitude. Ou bien les pays de la zone devaient définir une fois pour toutes les mécanismes de la dévaluation, ou bien ils devaient apprendre à vivre avec des voisins libres de dévaluer quand ils le veulent pour conforter leur compétitivité<sup>28</sup>.

Dans sa communication consacrée à la **production et à l'utilisation de l'énergie**<sup>29</sup>, Joseph Sarfoh a présenté l'hydroélectricité comme source d'énergie naturelle offrant les meilleures perspectives de satisfaction des besoins futurs de l'Afrique de l'Ouest en matière d'électricité. L'interconnexion des lignes de transmission hydroélectriques pourrait servir, selon lui, de catalyseur pour l'unification tant politique qu'économique de la région. Il a souligné que la Communauté européenne du charbon et de l'acier avait joué un tel rôle en Europe.

Selon Sarfoh, le faible niveau de développement de l'hydroélectricité en Afrique s'explique par les importants besoins en capitaux et les longues périodes de gestation de tels projets, dans un contexte économique peu favorable à ce type d'investissements. Les sécheresses récurrentes ont été un autre facteur de découragement.

Les commentateurs, Alioune Fall et A. Sesan Ayodele, ont admis les principes généraux et les arguments développés en faveur de la substitution de l'hydroélectricité aux autres formes d'énergie, mais ont estimé que d'autres questions relatives à l'énergie ne devraient pas pour autant être négligées, notamment l'accès au bois de chauffe, la déforestation, et la substitution d'autres formes d'énergie à l'hydroélectricité pendant la saison sèche. La planification énergétique de la sous-région devrait envisager la meilleure façon de combiner les sources d'approvisionnement énergétiques, et identifier un mécanisme de mise en commun des ressources sous-régionales dans le cadre d'un programme de coopération.

La dernière communication de ce panel a été présentée par Fernando Cardoso<sup>30</sup>. Il s'agit d'une **étude comparative de la CEDEAO et de la SADCC** (Southern Africa Development Coordination Conference), devenue la SADC (Southern Africa Development Community). Cardoso a mis en exergue les similitudes entre ces deux groupements sous-régionaux : faibles

---

<sup>28</sup> Le franc CFA a finalement été dévalué, de 50 %, le 12 janvier 1994.

<sup>29</sup> Joseph Sarfoh, "Energy Production and Use for Regional Integration : The case of Hydro Substitution in West Africa", 13 p.

<sup>30</sup> Fernando Jorge Cardoso, "SADC for SADCC : A "C" for change ( West versus Southern African Integration )", 16 p.

niveaux de développement, très grande faiblesse des structures commerciales intrarégionales, et présence d'une grande puissance par rapport aux autres membres ( l'Afrique du Sud et le Nigéria ). En se fondant sur l'expérience de la SADCC, il souligne la nécessité de concevoir l'intégration en des termes qui dépassent l'accent généralement mis sur la politique commerciale, en tenant compte des questions d'ordre politique et stratégique axées sur des priorités communes. Cardoso fait remarquer les entraves aux programmes d'intégration des marchés commerciaux, en raison des conflits d'intérêt, inhérents à cette forme d'intégration. Il attire l'attention sur l'importance qu'il convient d'accorder aux considérations nationales dans tout projet de renforcement de l'intégration régionale, et recommande de concentrer les efforts sur des projets susceptibles d'emporter l'adhésion nationale, tels que les projets d'infrastructure financés dans le cadre de la SADCC.

Le commentateur Walter Kennes a renchéri sur l'utilité de replacer les questions relatives à l'intégration dans le contexte des considérations politiques et stratégiques. Il a indiqué l'importance de tels facteurs dans l'histoire de l'intégration européenne à travers le plan Marshall ( 1948-1950 ). Des analyses récentes considèrent que le plus grand impact du plan Marshall réside dans les conditionnalités relatives au renforcement de la coopération entre les pays européens. Ces conditionnalités ont stimulé la libéralisation commerciale de l'Europe grâce à la réduction des restrictions quantitatives et ont posé les jalons d'une plus grande intégration régionale. La création, en 1951, de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, deuxième jalon de l'intégration régionale de l'Europe, a également été motivée par des considérations politiques, à savoir l'intégration de l'industrie allemande dans un cadre supranational de prise de décisions.

### Panel 3 : L'agriculture

Quatre thèmes figuraient au programme du panel 3 : les bassins fluviaux, l'élevage, la pêche et l'environnement. Les travaux ont été dirigés par Mohamed El Habib Ly, directeur général de l'Institut sénégalais de recherches agricoles (ISRA). Mamadou Sidibé et Ola Smith étaient les rapporteurs.

Les participants ont d'abord examiné la communication de Mahamadou Maïga<sup>31</sup> relative au **développement des structures de production le long du fleuve Sénégal**. Maïga considère que l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal ( OMVS ) pourrait devenir un instrument d'intégration régionale des quatre pays riverains du fleuve ( Sénégal, Mauritanie, Mali et Guinée ). L'OMVS, actuellement confinée à des tâches techniques et à la recherche de financements extérieurs, pourrait devenir un organisme décisionnel interétatique, qui incorporerait la Guinée, au-delà des trois pays-membres actuels. Maïga a abordé trois sujets relatifs aux aménagements du fleuve Sénégal : l'agriculture et l'irrigation dans le cadre de l'après-barrages ; le développement des secteurs énergétiques, miniers et industriels ; et le transport fluvial.

En matière d'agriculture irriguée, l'auteur préconise un programme de développement modeste, mais réaliste, et basé sur la participation paysanne. Laissant une place importante à la culture de décrue dans le moyen terme, une telle approche exige la concertation des États pour la gestion des crues du barrage de Manantali pour en optimiser les retombées sur la culture de décrue, la production d'hydroélectricité, et la généralisation de l'irrigation. Une meilleure collaboration des États pourrait également améliorer la politique d'autosuffisance céréalière, à travers une plus grande spécialisation géographique. On accorderait ainsi une meilleure place à la production rizicole en Guinée et au Mali, et une plus grande importance aux céréales traditionnelles ( mil, sorgho, maïs ) dans le bassin du fleuve Sénégal.

Au-delà de l'agriculture, Maïga note qu'une bonne partie des minerais de la sous-région est située dans le bassin du fleuve Sénégal. Il identifie ensuite plusieurs perspectives de développement minier et industriel du bassin, à moyen et à long termes. Maïga constate néanmoins la vétusté des transports ferroviaire et fluvial dans les pays riverains du fleuve Sénégal, et le coût élevé du transport routier. Il conseille aux États-membres de l'OMVS de faire revivre le transport fluvial en lui accordant une place de choix dans la gamme des modes utilisés. Grâce à la régulation du fleuve par le barrage de Manantali, il serait actuellement possible d'y transporter environ 40 % des marchandises maliennes importées ou exportées.

Selon les commentateurs, Suruwa Jaiteh et Mamadou Makhtar Sylla, le développement de l'agriculture, en situation de maîtrise de l'eau, pourrait être un facteur d'intégration régionale dans le cadre d'un plan de développement agricole intégré.

---

<sup>31</sup> Mahamadou Maïga, « Pour une intégration des structures de production des pays riverains du fleuve Sénégal ( Guinée, Mali, Mauritanie et Sénégal ) à l'horizon de 2011 », 20 p.

La deuxième question débattue au cours de ce panel avait trait à l'élevage. Elle a été introduite par Seydou Sidibé. La communication<sup>32</sup> a fait le point sur les politiques passées et les initiatives les plus récentes en matière d'intégration régionale dans le secteur de l'élevage : la Conférence des ministres de l'Agriculture de l'Afrique de l'Ouest et du Centre ; le plan d'action USAID-Banque mondiale pour la libéralisation du commerce du bétail dans le « couloir central » ( Mali, Burkina Faso, Niger et Côte-d'Ivoire, pour l'essentiel, mais incluant parfois d'autres pays côtiers dont le Ghana, le Togo et le Bénin ) ; les réflexions stratégiques du CILSS et de la Communauté économique du bétail et de la viande ( CEBV ) ; et les plans d'action issus des séminaires régionaux de Nouakchott et d'Abidjan en mars et juin 1992. L'auteur a rappelé les recommandations de ces instances régionales et internationales en vue d'optimiser les performances de l'élevage dans le couloir central.

Les commentateurs, Roger Moussa Tall et Ola Smith, se sont interrogés sur le vrai potentiel d'exportation de l'élevage du Sahel vers la côte. Du côté de la demande, on a fait valoir que la substitution de la viande par les produits avicoles que fait le consommateur risque de renverser la direction des échanges entre les pays du Sahel et les pays côtiers ; déjà le Burkina Faso consomme des œufs provenant des pays côtiers plutôt que du Sahel. Du côté de l'offre, Ola Smith se demande si les pays sahéliens à écosystème fragile pourront relever le défi et devenir des fournisseurs fiables et compétitifs. Si tel n'était pas le cas, toutes les initiatives institutionnelles n'empêcheront pas certains pays de combler leurs déficits par des importations à partir du marché mondial. D'après les statistiques figurant dans la communication, les pays sahéliens ne pourront couvrir que 20 % du déficit de la Côte-d'Ivoire, du Togo et du Bénin, en l'an 2000, sans tenir compte de la demande d'autres pays aussi importants que le Ghana ou le Nigéria. Une étude plus détaillée de ce genre de questions permettrait de mieux évaluer la contribution potentielle de l'élevage à l'intégration économique de la région.

Le panel a ensuite examiné le secteur de la pêche<sup>33</sup>. L'exposé introductif a été fait par Ade Olomola, qui a préconisé une meilleure gestion de la pêche à travers la coopération régionale. Le besoin de ce genre de coopération a été reconnu depuis longtemps, mais peu de choses ont été faites jusqu'à présent. Pour l'essentiel, les efforts se sont concentrés sur le renforcement des capacités nationales, et on a enregistré des progrès certains sur ce plan. La ressource demeure néanmoins mal exploitée. En plus, on attribue environ la moitié des captures à des flottes étrangères, alors que les pays demeurent largement dépendants des sources d'expertise étrangères pour la gestion du secteur. La coopération régionale servirait à réduire cette dépendance, et à renforcer la gestion des abondantes ressources maritimes de la zone. L'auteur indique qu'il existe de nombreux exemples de ressources halieutiques partagées qui pourraient être mieux gérées par l'entremise d'une meilleure collaboration. Il signale en outre les possibilités de mise en commun des ressources que permettrait d'envisager la diversité que

---

<sup>32</sup> Seydou Sidibé et Henri Josserand, « Échanges de produits de l'élevage : problématique et contribution de plusieurs initiatives actuelles à l'intégration régionale », 17 p.

<sup>33</sup> Ade S. Olomola, "A Framework for Regional Cooperation to Enhance African Fisheries Research and Development", 23 p.

l'on retrouve dans la région aux niveaux de la structure de l'industrie, des ressources naturelles, et des capacités techniques.

Olomola cite un projet régional pour la réduction des pertes postérieures de la pêche comme exemple de collaboration qu'il est possible d'envisager. Initié en 1987, ce projet a appuyé des échanges d'expériences, la formation pratique, et des séminaires.

Les deux autres aires de collaboration envisagées par l'auteur sont la création d'entreprises de production mixtes (*joint ventures*) et la recherche. Ce dernier point mérite une attention particulière. On pourrait envisager des recherches collaboratrices dans plusieurs domaines, y compris la gestion des ressources partagées, l'identification de mesures réglementaires plus efficaces, l'étude comparative des systèmes de pêche artisanale, la réduction des pertes postérieures, et la constitution de systèmes d'information sur les marchés. Olomola propose, en conclusion, trois types de mesures pour le renforcement de la recherche halieutique à travers une plus grande collaboration : renforcer les capacités de recherche nationales ; appuyer le Centre régional africain de pisciculture, basé au Nigéria ; et créer un centre de recherche régional de pêche.

Les deux premiers commentateurs, Tické Ndiaye et Jean-Paul Ferland, ont exprimé leur accord sur le besoin d'une meilleure coordination des mesures nationales appliquées au secteur halieutique. Selon Ferland, la priorité doit être accordée à la recherche et à la conception de mécanismes institutionnels plus aptes à soutenir la recherche au niveau régional.

Moustapha Kébé, le troisième commentateur, estime qu'il existe une réelle volonté de collaboration. Il reste cependant à déterminer les voies et moyens permettant d'y parvenir. Il constate que les nouveaux pouvoirs accordés aux pays côtiers par l'instauration du nouveau droit de la mer n'ont pas débouché sur une réelle maîtrise des enjeux économiques de l'exploitation de leur zone économique exclusive. Trente ans après les indépendances, on constate la présence massive des flottes étrangères dans les eaux africaines et un manque flagrant de contrôle des pays sur leurs ressources halieutiques.

Des efforts considérables ont néanmoins été consentis dans le domaine de la coopération en Afrique, et des progrès notables ont été réalisés. Kébé donne à titre d'exemple la Conférence ministérielle des États riverains de l'Océan atlantique, qui regroupe 22 États, et qui se propose de mettre en place une base de données sous-régionales sur la pêche maritime. Les formes de coopération déjà existantes peuvent ainsi constituer une base pour renforcer et consolider les acquis.

Les questions relatives à l'environnement ont été étudiées dans ce panel à travers deux communications. La première<sup>34</sup>, celle d'Ademola T. Salau, a survolé les grands problèmes

---

<sup>34</sup> Ademola T. Salau, "The Global Environmental Crisis and its Challenge to Regional Integration in West Africa", 21 p. [ En l'absence de l'auteur, l'exposé a été fait par son épouse ].



environnementaux au niveau mondial dont l'effet de serre, la destruction de la couche d'ozone et la perte de la biodiversité, avant de s'attarder sur les problèmes nécessitant une action régionale prioritaire en Afrique de l'Ouest. Les mesures à prendre passent par : une meilleure utilisation de l'énergie pour réconcilier les besoins du développement économique et social avec ceux de l'environnement ( notamment en matière de déforestation ) ; la maîtrise des ressources hydrauliques et la gestion des grands barrages ; le développement de techniques agricoles durables dans une sous-région caractérisée par la fragilité des sols ; le contrôle de la pollution industrielle ; et la limitation de la croissance démographique, la plus élevée du globe, qui est devenue un important facteur de dégradation des ressources naturelles.

André Vuillet et Amsatou Niang, qui représentaient les auteurs de la deuxième communication<sup>35</sup>, ont réitéré les principaux défis environnementaux de l'Afrique de l'Ouest : sécheresse et désertification, pression démographique et pauvreté, manque d'actions environnementales conséquentes sur le plan politique. Ils ont ensuite présenté la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement, qui a créé quatre commissions et constitué huit réseaux régionaux. Ces derniers ont pour but de faciliter la coopération et la gestion de l'environnement, traiter et distribuer l'information, et entreprendre des recherches sur des problèmes d'intérêt commun. L'utilisation de la télédétection satellitaire a été présentée comme l'exemple d'une démarche à caractère régional susceptible de favoriser la coordination des actions environnementales. Les auteurs ont fait ressortir la nécessité d'une approche tenant compte des intérêts politiques et économiques souvent divergents des différents acteurs à tous les niveaux de la problématique environnementale, du village jusqu'aux ensembles sous-régionaux. Il ressortait de l'exposé que, si la problématique environnement-démographie n'est pas rapidement maîtrisée, la régionalisation en Afrique de l'Ouest se fera *de facto* par de vastes mouvements de populations fuyant le désert dans une tentative désespérée de survie.

Le commentateur Pierre-Pol Vincke a abordé l'expérience de l'après-barrages sur la rive gauche du fleuve Sénégal. Il s'agit, pour lui, d'un exemple de développement intégré qui incorpore les dimensions sociale, environnementale, et économique, et qui pourrait s'étendre aux pays voisins. Ce programme de développement vise la gestion de l'eau et des ressources naturelles et humaines dans le cadre d'une stratégie environnementale, agro-sylvopastorale et piscicole. Cette stratégie a été complétée par une politique foncière originale et des plans d'affectation et d'occupation des sols visant la responsabilisation locale de la gestion des ressources naturelles et humaines des terroirs. Selon Vincke, l'expérience sénégalaise pourrait servir de base de réflexion pour une concertation des pays riverains du fleuve en vue d'harmoniser leurs stratégies de développement.

---

<sup>35</sup> Guy Debailleul, Eric Grenon, Muimana-Muende Kalala et André Vuillet, « La dimension régionale des défis environnementaux en Afrique de l'Ouest : d'un besoin d'harmonisation des stratégies d'action à l'expression d'une volonté politique conséquente », 20 p.

## L'ÉDUCATION, LA CULTURE, L'INFORMATION ET LA RECHERCHE

### Séance plénière

La séance plénière du mercredi 13 janvier, présidée par Amadou Makhtar Mbow, ancien directeur général de l'Unesco, portait sur l'éducation, l'information et la culture. Elle a permis d'aborder les problèmes de l'enseignement supérieur, du développement scientifique et technique, de la culture, de l'information et de la communication. Les rapporteurs étaient Georges Madiéga, Babacar Diop et E.K. Ogundowole.

William Njume Ekane<sup>36</sup> a défendu l'idée que les problèmes d'insuffisance de moyens et d'isolement des **institutions d'enseignement supérieur** par rapport au reste du monde pourraient être réduits dans le cadre de la coopération régionale. Il a observé que la communication entre universitaires était insuffisante, et a examiné les contraintes politiques, financières et linguistiques qui freinent la coopération. Il a suggéré la mise sur pied d'une commission régionale africaine dans le domaine de l'enseignement supérieur pour gérer les différents aspects de l'intégration des universités.

Les commentateurs, Joel B. Babalola et P.O. Okunola, ont insisté sur l'originalité et la pertinence de la démarche d'Ekane face aux besoins de coordination des activités universitaires au niveau des programmes d'études, de la reconnaissance des diplômes, de la recherche, de la documentation, et de la formation des enseignants. On se demande néanmoins si la coopération interuniversitaire ne pourrait pas se faire largement en dehors de la commission proposée, notamment à travers des institutions existantes, comme l'Association des universités africaines, passées sous silence dans la communication d'Ekane. On a également soulevé le risque d'érosion de l'autonomie des universités que la commission proposée par Ekane pourrait provoquer, et les difficultés de coordination liées à la grande hétérogénéité des systèmes de formation dans la région. La question a été posée de savoir s'il ne serait pas plus avantageux, dans le court terme, de favoriser certaines activités prioritaires, parmi lesquelles un plus grand échange d'enseignants, d'étudiants et de stagiaires.

Edwin A. Gyasi<sup>37</sup> a fait état des freins au développement de l'Afrique de l'Ouest que constituent l'insuffisance des **capacités scientifiques et technologiques** et leur manque d'application dans les systèmes de production. Après avoir identifié les contraintes historiques et structurelles qui ont lourdement pesé sur le développement de la science et de la technologie en Afrique de l'Ouest, Gyasi a indiqué certains moyens susceptibles de redresser la situation. L'approche qu'il propose accorde une place primordiale à la coopération régionale. Il suggère : de renforcer le bilinguisme dans les systèmes d'éducation, de mettre en place une structure de coordination supranationale dans le domaine de la science et de la technologie, de créer un

---

<sup>36</sup> William Njume Ekane, "Regional Cooperation and Higher Education", 14 p.

<sup>37</sup> Edwin A. Gyasi, "Towards a Model for Integrating and Popularizing Science and Technology in West Africa", 23 p.

réseau de technopoles, et d'améliorer la condition féminine dans les institutions de recherche et d'enseignement supérieur.

Les commentateurs, Ousmane Kane, Alfred Boryor et Michael Bassey, ont insisté sur les difficultés de mise en application du modèle de Gyasi dans certains domaines, et se sont interrogés sur la pertinence de la création de nouvelles institutions, compte tenu de l'existence d'organisations régionales à caractère scientifique ou technologique comme le Centre régional africain de technologie ( CRAT ), l'Association pour le développement du riz en Afrique de l'Ouest ( ADRAO ), le Centre de recherche pour l'énergie solaire ( CRES ) ou l'unité des sciences et technologie de la CEDEAO. Selon eux, la rationalisation et le renforcement des institutions existantes seraient plutôt à l'ordre du jour.

Les questions relatives à la **technologie** ont également été abordées dans la communication de Banji Oyelaran-Oyeyinka<sup>38</sup>. À partir d'une analyse qui s'appuie sur l'expérience des pays asiatiques du Bassin Pacifique et de certains pays latino-américains, Oyelaran-Oyeyinka attribue le déclin économique de l'Afrique à la stagnation technologique et à la non-maîtrise des technologies importées. Il note que les progrès rapides enregistrés dans les nouveaux pays industrialisés sont dus principalement à l'augmentation de la productivité des facteurs, grâce au progrès technologique. Il fait remarquer l'importance de l'acquisition de capacités propres de fabrication de machines-outils et de biens d'équipements. Il souligne les insuffisances du secteur métallurgique en Afrique, suite à sa forte dépendance vis-à-vis de l'extérieur pour les pièces de rechange, la maintenance et le contrôle de qualité.

Les commentateurs étaient les mêmes que pour la communication de Gyasi. Ils ont noté la pertinence de l'analyse, mais ont observé que les raisons de la stagnation technologique de l'Afrique dépassent celles identifiées par l'auteur, et mériteraient d'être analysées avec une profondeur historique plus grande. Ils ont remarqué que la communication ne propose pas de solutions permettant de promouvoir les capacités technologiques individuelles et collectives. Ousmane Kane a ajouté que le renforcement des capacités technologiques dans chaque pays constitue un préalable à tout progrès économique dans le cadre de l'intégration régionale. Cela exige la définition d'une stratégie à long terme, à travers l'articulation d'une politique scientifique et technique dans chaque secteur d'intervention de développement économique et social.

**Le rôle des facteurs culturels** dans le processus d'intégration a été abordé dans la communication de Stanislas S. Adotevi<sup>39</sup>. Celui-ci a insisté sur le processus de désintégration qui travaille les États-nations. Il a situé les échecs constatés dans la construction d'un espace économique transcendant les États-nations dans la fragilité des fondations sur lesquelles les

---

<sup>38</sup> Banji Oyelaran-Oyeyinka, "Technological Capability, Structural Transformation and West African Integration", 27 p.

<sup>39</sup> Stanislas S. Adotevi, « De l'échec des tentatives d'intégration économique artificielle à la définition des conditions de possibilité d'une intégration régionale viable », 14 p.

édifices ont été bâtis. De son point de vue, seul l'enracinement de l'Africain dans son histoire et sa culture permettra de réinventer « une patrie qui le libère des frontières nationales ». Il a ensuite énuméré les « fausses solutions » qui ont stérilisé la réflexion et l'action relatives à l'intégration : la réduction de l'intégration à sa dimension politique et/ou économique ; la sacralisation des États-nations ; l'intégration par le haut et la négation des pratiques populaires. Selon Adotevi, ces approches ont laissé en marge les fondations culturelles indispensables à tout projet d'intégration. Les États postcoloniaux, en optant pour la construction d'États-nations disposant chacun de frontières géographiques précises et entretenant des rapports d'égalité avec les autres, ont choisi une conception profondément étrangère à la tradition historique et culturelle africaine. Manquant de valeurs de référence, ces États sont incapables de s'ouvrir sans se désagréger. Dans ces conditions, seul le recours à l'histoire et à la culture autorise la construction de fondations solides. Adotevi a terminé sa présentation en indiquant qu'une intégration de fait se construit, non pas en reconstruisant, mais en contournant les barrières étatiques.

Souleymane Bachir Diagne a reconnu toute l'importance de bâtir l'intégration sur des fondations culturelles. Il a demandé néanmoins de se méfier du risque d'idéalisation des réseaux et échanges « informels » qui n'ont parfois rien à voir avec les affinités culturelles sur lesquelles on veut bâtir des économies intégrées. Il a indiqué le besoin de recherches permettant de distinguer les solidarités porteuses d'avenir en matière d'intégration des complicités ethniques qui, loin de remettre en cause les frontières, en profitent à travers des activités d'arbitrage. D'autre part, Diagne trouve le rôle de l'État trop vite évacué dans l'analyse d'Adotevi, l'État pouvant avoir un rôle positif à jouer dans la densification des échanges à travers une régulation favorable et une politique d'infrastructures. Il a enfin indiqué que le texte d'Adotevi mettait parfaitement en lumière la nécessité de remettre en question l'État-nation sur tous les plans, grâce à l'élargissement de l'espace politique, au moyen de l'intégration régionale, et la création de nouveaux espaces sous-régionaux susceptibles de « recapturer » les logiques et cohérences de terroirs homogènes sur le plan de leurs populations et de leurs potentialités économiques.

Amady Aly Dieng considère qu'Adotevi n'a pas assez insisté sur certaines causes, financières et sociales, de l'échec des expériences passées. Il observe que la prépondérance des droits de douane dans les ressources budgétaires des pays africains constitue un obstacle majeur au processus d'intégration, en rendant beaucoup plus difficile la réduction des barrières commerciales. D'autre part, Dieng considère que les recherches sur l'intégration doivent se pencher sur la configuration sociale des États africains. Quelles sont les forces favorables ou hostiles au processus d'intégration ? Il remarque que les chercheurs insistent beaucoup sur l'intégration régionale, tout en oubliant la désintégration qui menace aujourd'hui certaines nations, et les conséquences éventuelles en découlant. Il a terminé son intervention en lançant un appel pour la réalisation d'études approfondies sur les dynamiques politiques et sociales dans les différents pays.

Les deux dernières interventions de la séance ont porté sur l'information et la communication. Aiyepku<sup>40</sup> a décrit le *African Regional Centre for Information Science* ( ARCIS, Centre régional africain pour les sciences de l'information ), à Ibadan, et l'École des bibliothécaires, archivistes et documentalistes de Dakar ( EBAD ), comme étant deux des rares exemples de coopération régionale au niveau universitaire en Afrique de l'Ouest. Il perçoit le besoin d'une étude exhaustive des besoins d'information et des systèmes d'information existant en Afrique de l'Ouest. Il a été appuyé en cela par les deux commentateurs, Mohamed Fadhel Diagne et Antoine Bankolé.

Ces derniers ont mis l'accent sur des sujets de pertinence particulière pour l'intégration régionale. Diagne a proposé la création d'une école multilingue servant de creuset de formation des cadres et spécialistes de l'information en Afrique de l'Ouest. Bankolé a mis l'accent sur l'importance de l'information économique, commerciale et juridique, et a proposé à la CEDEAO et à l'UMOA de créer des réseaux de collecte, d'analyse et de diffusion de ce genre d'information.

Le dernier volet de cette séance plénière a été introduit par Babacar Touré<sup>41</sup> à travers un exposé sur l'apport du journalisme dans l'émergence et la consolidation d'une mentalité intégrative. Les communications en milieu rural et en langues nationales ont un rôle particulier à jouer pour atteindre des populations dont les communautés géographiques et linguistiques dépassent le plus souvent les frontières nationales. Touré a évoqué successivement la presse rurale, la télévision et la radio comme instruments pour couvrir l'intégralité des territoires nationaux et sous-régionaux.

Les commentateurs ont abordé certaines questions plus spécifiques. Mame-Less Camara a évoqué la nécessité de reconvertir les professionnels de la communication qui travaillent dans les zones frontalières dans une culture de la paix ; Chérif-Elvalide Sèye a souligné l'importance de l'information pour le progrès de la démocratie ; et Jacques Habib Sy a soumis des propositions pour le soutien ou la création de journaux en langues nationales, l'allégement des coûts de publication, et la libéralisation du secteur.

Avant de lever la séance, A.M. Mbow a démontré l'articulation des différentes interventions et rappelé le rôle de l'enseignement supérieur et de l'éducation en général pour le développement et l'unification de la région. Il a fait ressortir l'importance du savoir et des phénomènes socioculturels, et a insisté sur le renforcement de la recherche scientifique et technique pour sortir la région de son marasme actuel.

---

<sup>40</sup> W. Olabode Aiyepku, "Integrative and Value-Added Properties of Information in Space and Time", 10 p.

<sup>41</sup> Babacar Touré, « Le rôle de la presse dans le processus d'intégration régionale à la base », 8 p.

## **Le forum sur le financement et l'institutionnalisation de la recherche**

La séance de l'après-midi du mercredi a été consacrée à un forum sur le financement et l'institutionnalisation de la recherche. Elle a été présidée par G.R. Bourrier, directeur régional du CRDI, qui a fait un rappel des objectifs de la session : contribuer à une meilleure coordination de la recherche, et examiner la mise en place de structures et d'instruments adaptés aux besoins de la recherche et de la dissémination de l'information en matière d'intégration. Les rapporteurs étaient Babacar Fall et Fatou Sow.

Réal Lavergne, administrateur principal de programme du CRDI, a présenté un document<sup>42</sup> situant la problématique de la conférence internationale dans le cadre du « front de recherche » du CRDI sur l'intégration et la coopération régionales en Afrique de l'Ouest. Cette initiative du CRDI prend pour acquis le besoin d'une plus grande intégration régionale, mais constate également la nécessité d'un débat rigoureux et critique autour des stratégies et priorités à poursuivre.

Le document fait un inventaire des questions de recherche jugées prioritaires sous quatre grands titres similaires à ceux retenus pour la conférence internationale : le cadre institutionnel, l'intégration économique, les dimensions politiques et sociales, la production et la diffusion des connaissances.

Le choix du CRDI portera moins sur la définition de thèmes de recherche précis que sur le renforcement des systèmes de recherche en matière d'intégration régionale. Il s'agira de promouvoir le renforcement d'une capacité de recherche endogène et soutenue pour aborder des questions clés de nature empirique et stratégique.

L'intégration régionale est un thème nouveau pour le CRDI. La stratégie du Centre dans le domaine de l'appui à la recherche tirera profit des conclusions des séminaires nationaux et de la conférence internationale. Ses interventions se feront en rapport avec celles d'autres donateurs appuyant la recherche sur l'intégration. En préparant la conférence internationale, le CRDI a produit un répertoire des projets de recherche en cours ou proposés en matière d'intégration. Ce répertoire a été distribué aux participants de la conférence, et il est à espérer que la coordination de la recherche pourra en tirer profit<sup>43</sup>.

---

<sup>42</sup> Réal Lavergne, « Intégration régionale en Afrique de l'Ouest. Document de référence pour le front de recherche du CRDI sur l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest », 18 p.

<sup>43</sup> Momar-Coumba Diop, Boubacar Barry et Réal Lavergne, « Inventaire des initiatives de recherche en matière d'intégration régionale en Afrique de l'Ouest ». Ce document a été élaboré sur la base d'une sélection de fiches provenant d'une banque de données en cours de constitution au CRDI. Cette banque recense les initiatives de recherches récentes, en cours ou proposées. Les fiches ont été classées selon l'ordre alphabétique de l'institution d'exécution.

Boubacar Barry a retracé les différentes étapes ayant permis la tenue de la conférence, avant de s'attarder sur les activités de suivi qu'il proposait. Barry a précisé que cette conférence à caractère pluridisciplinaire est l'œuvre de toute une communauté scientifique qui a le devoir d'en assurer le suivi. À son avis, les séminaires nationaux réalisés avant la conférence rassemblaient une masse appréciable de connaissances qui mériteraient d'être publiées en deux volumes : le premier réunirait les résultats des séminaires nationaux de Lagos et d'Accra et serait publié en anglais ; le deuxième, publié en français, contiendrait les actes des séminaires tenus à Dakar, Abidjan et Ouagadougou. À ces deux volumes se joindrait la publication des actes de la conférence. Il a cependant insisté sur la nécessité de bien sélectionner les communications pour garantir la qualité de la publication. Il a suggéré la coordination des initiatives de suivi de la conférence à travers la mise en place d'un comité. Barry a enfin indiqué que l'IRIS ( Institut de recherche pour l'intégration de la Ségambie ), dont il est le fondateur, est disposé à apporter sa contribution en vue d'accélérer les recherches en matière d'intégration.

Achi Atsain a présenté le programme d'action de l'Association des économistes de l'Afrique de l'Ouest ( AEAO ), dont il est le président. L'intégration régionale constitue une préoccupation prioritaire dans le programme de l'association qui maintient des liens étroits avec le secrétariat de la CEDEAO. À cet effet, deux tables rondes ont été organisées à Lomé et Abidjan dans le but d'identifier des actions pouvant faire avancer les idées relatives à ce thème. Ces rencontres ont regroupé des chercheurs et décideurs et ont débouché sur un programme de recherche en huit points qui a été mis à la disposition des participants à la conférence<sup>44</sup>. Les thèmes retenus sont les suivants :

- la rationalisation des OIG ;
- l'effet des PAS sur l'intégration régionale ;
- la restructuration de l'économie mondiale et son incidence sur les pays de la CEDEAO ;
- les obstacles à la mise en œuvre des programmes, résolutions et décisions des OIG ;
- les échanges intracommunautaires non-enregistrés ;
- la création d'une zone monétaire unique ;
- le financement des OIG ;
- l'harmonisation du cadre juridique pour le développement communautaire.

Ce fut ensuite au tour de Mahamane Brah, au nom de la Cellule informelle d'étude et de recherche pour la gestion de l'information sur les échanges ( CINERGIE ), de présenter la structure qu'il dirige. Le projet CINERGIE est basé à la BAD et a été mis en place à la suite d'un accord entre la BAD, l'OCDE, le Club du Sahel et le CILSS. Dans un langage fort imagé, Brah a noté que la graine de l'intégration a germé plusieurs fois sans pouvoir mûrir face à un environnement hostile. CINERGIE entend favoriser les conditions de germination de l'intégration dans une dynamique durable, en facilitant le décloisonnement des acteurs, le dialogue, et la circulation de l'information auprès des principaux acteurs de l'intégration : États, institutions régionales, société civile et agences de coopération. Brah s'est attardé sur les maux dont souffre l'Afrique dans le domaine de la recherche : le non-respect et la marginalisation du savoir ainsi

---

<sup>44</sup> Achi Atsain, « Intégration économique régionale en Afrique de l'Ouest : un programme d'actions », 68 p.

que la non-prise en compte de l'information scientifique par les décideurs. Aussi, un des objectifs de CINERGIE est-il de créer les conditions d'un dialogue entre chercheurs et décideurs.

Laye Camara de la BAD a exprimé le souhait de la Banque de contribuer au renforcement des organisations régionales en Afrique. Des missions ont déjà été effectuées à cet effet en Afrique centrale, et d'autres devaient être organisées en Afrique de l'Ouest en 1993 dans le but d'analyser les difficultés et perspectives de la CEDEAO. La BAD serait disposée à travailler avec le comité de suivi de la Conférence pour examiner les possibilités d'une étroite collaboration avec les autres institutions de financement et les instituts de recherche de la région.

Baba Top a présenté le projet du PNUD intitulé *Futurs Africains*, pour la réalisation d'études nationales de prospective à long terme<sup>45</sup>. Ce projet dépasse le cadre de l'intégration régionale, et cherche, en collaboration avec CINERGIE, à établir la place de l'intégration régionale dans l'avenir de la région. *Futurs Africains* tente de définir les conditions de réalisation du projet de Communauté économique pan-africaine.

Mbaye Diouf a relevé que la CEA a fait de l'intégration une de ses grandes priorités de recherche et de développement. Il a décrit une série d'activités de la CEA pouvant intéresser les chercheurs. La CEA pourrait mettre sa documentation et d'autres moyens à la disposition des chercheurs.

La CEA assiste les pays africains dans la mise en œuvre des stratégies d'intégration régionale, à travers trois genres d'études :

- la préparation de traités et protocoles;
- des projets multisectoriels d'assistance technique au bénéfice des grands ensembles régionaux ( dont la CEDEAO ), avec comme résultat des plans directeurs d'industrialisation, des plans d'interconnexion des routes, des chemins de fer et des réseaux électriques, des plans de gestion de l'environnement, des plans d'autosuffisance alimentaire, etc.;
- des plans globaux de transformation des structures économiques ( Diouf a fait état de deux études réalisées dans le cadre de la CEDEAO en 1992, l'une sur les structures économiques de la zone et l'autre sur l'impact des instruments d'intégration ).

Il rappelle que la CEA avait organisé en 1980, à Conakry, le Colloque sur l'intégration économique en Afrique, dont les actes ont été publiés. Elle a également produit un répertoire des OIG ouest-africaines, et mis en place des banques de données à Addis Abeba ( le Centre de coordination du système panafricain de documentation et d'informatique — PADIS ) et à Niamey ( le Centre de documentation et d'informatique pour l'Afrique de l'Ouest — CDIAO ; et le Centre multinational de programmation et d'exécution des projets — MULPOC ). La CEA cherche maintenant à encourager la recherche menée dans des centres d'excellence, comme le

---

<sup>45</sup> Projet régional du PNUD [RAF/91/006], *Futurs Africains*.



Centre régional africain de technologie ( CRAT ), parrainés par les secrétariats exécutifs de la CEA, de l'OUA et de la BAD.

Jeggan Senghor, directeur de l'Institut pour le développement économique et la planification ( IDEP ), a également identifié l'intégration comme une priorité de recherche de son institution. Choisi par la CEDEAO pour mener la recherche sur la rationalisation des OIG en Afrique de l'Ouest, l'IDEP a constitué deux équipes chargées d'étudier cette question, en collaboration avec l'Association des économistes de l'Afrique de l'Ouest. Les composantes de l'étude incluront : la préparation du profil de chaque OIG de la sous-région, les critères de rationalisation des OIG, les moyens de restructurer et de renforcer les institutions de la CEDEAO, des propositions de rationalisation des relations entre la CEDEAO et les autres OIG, un plan d'action, et un calendrier de réalisation. Senghor a indiqué que l'IDEP est disposé à mobiliser ses moyens matériels et humains en vue d'apporter une contribution décisive dans le domaine de la recherche sur l'intégration.

Les représentants du réseau de recherche sur les transports, le Séminaire international sur les transports en Afrique subsaharienne ( SITRASS ), Amakoé Adolehoume et Béatrice Mandon, ont déploré que la question des transports n'ait pas été discutée au cours de la conférence. Ils ont présenté le réseau informel de chercheurs opérant sous l'égide du SITRASS, ainsi que des études sur les coûts du camionnage et les politiques de transport urbain en Afrique qui ont permis de renforcer les liens entre les chercheurs de ce réseau. Le SITRASS cherche à établir une méthodologie de recherche commune sur l'économie du transport et voudrait créer une base de données statistiques en collaboration avec la CEA, la Banque mondiale et le ministère français de la Coopération.

Le Centre régional africain de technologie ( CRAT ), représenté par Ousmane Kane, a fait valoir le rôle de son institution dans des domaines tels que l'énergie et l'alimentation. Les activités poursuivies par le CRAT incluent : l'élaboration et la mise en œuvre des politiques technologiques, le renforcement de la liaison recherche-développement, et la promotion de systèmes d'information technologique.

Anthony Asiwaju a ensuite présenté les activités de la **Commission nationale des frontières du Nigéria**, créée en 1987. La Commission possède un centre de recherche et de documentation, et travaille sur les problèmes particuliers aux zones frontalières entre le Nigéria et les pays voisins. La commission s'est attelée aux tâches visant à l'élaboration de protocoles sur les problèmes frontaliers entre les gouvernements concernés, et à la promotion de politiques pour transformer les zones frontalières en pôles de coopération et non en barrières infranchissables. Lors d'ateliers tenus au Niger, au Cameroun, au Bénin et en Guinée équatoriale avec la participation du Nigéria, les chercheurs ont débattu de l'impact des questions frontalières sur les populations du point de vue de leurs aspects culturels, politiques, économiques et historiques. Un autre atelier était prévu au Tchad en 1993. Asiwaju a conclu en évoquant son projet de création d'une association d'études sur les problèmes frontaliers.

Ousmane Badiane, chercheur de l'Institut international de recherches sur les politiques alimentaires ( **IFPRI** ), a mis l'accent sur l'importance des échanges entre les institutions de recherche au niveau international et a expliqué l'avantage comparatif de l'IFPRI pour faciliter la collaboration à ce niveau en matière d'analyse des politiques agricoles.

Mohamed El Habib Ly, directeur de l'Institut sénégalais de recherches agricoles ( **ISRA** ), a identifié le besoin d'une plus grande collaboration entre les institutions de recherche agricoles nationales dans la poursuite d'une meilleure intégration au niveau régional. Il a été appuyé en cela par Ndiaga Mbaye, le représentant de la Conférence des responsables de recherche agronomique africains ( **CORAF** ), qui a proposé des mesures pour faciliter la mobilité des chercheurs d'un pays à l'autre à travers des mesures légales appropriées et des encouragements liés à l'avancement professionnel des chercheurs.

Abdoulaye Bara Diop, directeur de l'Institut Fondamental d'Afrique Noire-Cheikh Anta Diop ( **IFAN-CAD** ), a rappelé que les instituts nationaux de recherche ont un rôle à jouer dans la recherche sur l'intégration. L'IFAN pourrait participer à des programmes de recherche sur l'intégration, assurer la diffusion des résultats des recherches, et aider à promouvoir des institutions similaires.

Mamadou Diouf, du Conseil pour le développement de la recherche économique et sociale en Afrique ( **CODESRIA** ), a évoqué les nombreux réseaux de recherche parrainés par le CODESRIA en Afrique, et a indiqué la contribution que pourrait apporter son institution au fonctionnement de réseaux éventuels en matière d'intégration régionale. Le CODESRIA pourrait collaborer à la publication et à la diffusion des résultats de recherche.

On retient de ces différentes interventions l'existence d'une large gamme d'institutions actives en matière de recherche relative à l'intégration régionale, et d'une volonté remarquable de coopération. En effet, tous les intervenants ont indiqué leur souhait de participer à des activités de suivi de la conférence, et un grand intérêt a été exprimé pour la création d'un comité de suivi.

## LES DIMENSIONS POLITIQUES ET INSTITUTIONNELLES

### Séance plénière

La séance du jeudi matin a été consacrée aux dimensions politiques et institutionnelles de l'intégration régionale. Elle a été présidée par J.B. Wilmot, qui en a souligné l'importance, compte tenu des révisions prochaines du Traité de la CEDEAO. Les rapporteurs étaient Mamadou Cissokho et Kwame Ninsin.

La première communication a été introduite par Daniel Bach, qui s'est interrogé sur la **crise des OIG et le besoin de repenser les grands schémas de l'intégration en Afrique**<sup>46</sup>. Après avoir constaté l'inefficacité des schémas-cadres d'intégration utilisés depuis trois décennies, Bach a critiqué le Traité d'Abuja instituant la Communauté économique panafricaine. Ce Traité s'inspire largement de l'expérience européenne, mais fait fi des leçons fondamentales de cette expérience, en particulier l'ouverture progressive sur le marché international et sa progression par effet de « cliquet ». De surcroît, Bach considère que la vision autarcique du Traité d'Abuja est en déphasage avec les tendances contraires notées en Amérique latine et en Asie, où l'intégration se greffe sur des politiques de développement tournées vers le marché mondial. Il traite le Traité d'Abuja de « gossplan » pour l'Afrique de par son approche centralisatrice et étatiste.

Le Traité d'Abuja se propose de relancer l'intégration sans tenir compte des risques de désintégration et d'implosion sociale et politique qui menacent nombre d'États. Selon Bach, le préalable à toute relance de l'intégration régionale réside dans l'apaisement des conflits pour endiguer la montée de l'insécurité actuelle dans le continent. Discrédités dans leurs prétentions à assurer l'intégration et l'encadrement des territoires nationaux, affaiblis par la croissance du secteur informel, et confrontés à des replis ethniques et à des troubles politiques, les États sont moins enclins à accepter des transferts de souveraineté. Parallèlement, ils deviennent de plus en plus incapables de s'impliquer financièrement dans de grands projets à l'extérieur du territoire national.

Bach a enfin évoqué le rôle de la monnaie comme instrument possible de réhabilitation de la crédibilité des États et de relance du régionalisme. Reprenant l'idée évoquée par d'autres participants à la conférence, il a proposé la création d'une union monétaire ouest-africaine dans le cadre de la CEDEAO, à travers la multilatéralisation de la zone franc et l'arrimage de celle-ci à l'écu. Il a fait appel à la coopération européenne pour appuyer une telle démarche, et considéré une telle médiation extérieure comme essentielle, au regard des défaillances bien connues de la chambre de compensation de l'Afrique de l'Ouest.

---

<sup>46</sup> Daniel C. Bach, « La crise des OIG ou l'impératif d'une refonte des scénarios et modèles d'intégration : le cas de l'ouest africain », 27 p.

Le commentateur, Geert Laporte, a exprimé son accord sur l'avenir plutôt sombre de la stratégie d'Abuja. Très ambitieux dans son orientation, le Traité d'Abuja viserait à la création d'un appareil institutionnel copié sur la CE, que l'Afrique n'a pas les capacités d'opérationnaliser. Laporte considère que l'Afrique doit trouver sa propre voie d'intégration régionale. Il attire néanmoins l'attention sur certains aspects d'une pertinence particulière de l'expérience européenne : une approche progressive, flexible et pragmatique, basée sur des ambitions et des objectifs réalistes, et axée sur ce qui est politiquement faisable, et non sur ce qu'on souhaiterait faire dans un monde idéal.

Selon Mbaye Diouf, de la CEA, il est important de concevoir l'initiative d'Abuja dans le long terme, en tenant compte du fait que les handicaps de l'Afrique en matière de gestion de ce genre de programme s'amoindriront probablement au fil du temps. Il estime qu'un programme d'intégration régionale ambitieux s'impose par le souhait de l'Afrique de restructurer ses relations économiques avec le reste du monde. Pris individuellement, les pays africains sont trop petits pour y parvenir ; il est donc nécessaire d'organiser la production pour assurer la complémentarité des efforts de satisfaction des besoins du continent.

La communication de A.V. Obeng, qui a été présentée par Jeggan Senghor en l'absence de l'auteur, soutient qu'il faudrait cesser de considérer la **dimension « développement » de l'intégration régionale** comme allant de soi dans toutes les discussions consacrées à ce sujet. Il est nécessaire de mieux définir les promesses et les limites de l'intégration régionale comme solution aux maux de l'Afrique, sur la base d'une analyse scientifique rigoureuse.

Les commentateurs, S. Samen et T. Mkandawire, ont insisté sur la nécessité d'éviter un deuxième piège classique, qui consiste à traiter l'intégration comme un problème surtout technocratique ou économique. L'intégration est un problème politique et il convient d'en débattre comme tel au niveau national et dans les universités. On doit surtout s'interroger sur la légitimité des traités signés par des régimes autoritaires ( militaires ou civils ) qui déclarent leur adhésion à l'intégration régionale tout en minant cette même intégration par leurs actions. Aussi, la recherche doit-elle identifier les moyens d'ancrer l'intégration et la coopération régionales dans la société civile afin d'assurer une adhésion des masses et d'éliminer leur caractère élitiste et antidémocratique.

La communication de Kunle Amuwo<sup>47</sup> demandait si des institutions telles que la CEDEAO ne pourraient pas servir d'**instruments de la démocratie** dans la région. Considérant la généralisation des droits politiques et économiques comme base essentielle de l'intégration régionale, Amuwo propose à la CEDEAO d'exploiter activement les principes contenus dans la Déclaration d'Abuja de 1991 pour soutenir le processus de démocratisation déjà entamé dans la région.

---

<sup>47</sup> Kunle Amuwo, "Can Ecowas promote Democracy in the SubRegion?", 22 p.

Les commentateurs étaient sceptiques, étant donné que la CEDEAO est une association d'États et non de peuples. Quelles sont donc les possibilités, pour les institutions de la CEDEAO, de prendre l'initiative en ce qui concerne les grandes questions de gouvernance politique ? Pourrait-il se développer une sorte de dynamique ou d'idéologie collective, appuyée par le leadership de certains, et pouvant générer des résultats devançant ce qui se passe dans certains pays ? Est-il possible de démocratiser la CEDEAO elle-même, sans que les États autocratiques de la région ne neutralisent ouvertement ou en sous-main les efforts d'expression démocratique des groupes autonomes ?

Quashigah a adopté une démarche similaire à celle d'Amuwo en nourrissant l'espoir que les institutions régionales puissent agir en faveur **des droits de la personne**<sup>48</sup>. Il perçoit la nécessité de promouvoir ces droits à travers des structures politiques et judiciaires multilatérales ou régionales dotées de pouvoirs autonomes dans leurs juridictions respectives. Il défend également la nécessité d'adopter et de mettre en vigueur le principe du droit d'ingérence de ces entités multilatérales dans les affaires nationales dans les questions relevant des droits de la personne. Quashigah estime que les droits de la personne pourraient servir de tremplin idéologique pour l'unification de l'Afrique de l'Ouest en constituant une des premières activités de certaines institutions nouvelles d'intégration déjà envisagées comme le parlement de la CEDEAO, prévu dans le projet de Traité révisé de la CEDEAO, ou le tribunal de la CEDEAO. Il espère que les membres élus de ces parlements puissent contribuer, par le haut, à l'émergence d'une culture de libéralisme et de droits de la personne. Il estime que le parlement devrait être doté du pouvoir d'enquête sur les atteintes aux droits de la personne et de poursuite devant le tribunal de la CEDEAO.

Le commentateur, Akwasi Aidoo, s'est interrogé sur la viabilité de telles institutions régionales nouvelles en l'absence d'un mécanisme autonome de financement. Il conviendrait mieux d'accorder la priorité au renforcement de la collaboration de la cinquantaine d'organisations des droits de la personne existant déjà dans la région. Aidoo doute qu'un tribunal régional puisse faire appliquer les droits de la personne en l'absence d'une société civile puissante et d'un système judiciaire performant au niveau de chaque pays-membre.

Prenant note du recours croissant aux initiatives régionales de sécurité collective ailleurs dans le monde<sup>49</sup>, Benson Osadolor défend l'idée d'un accord de **sécurité régionale** afin de garantir la stabilité de la zone. Selon lui, seul un cadre régional de défense peut garantir la paix et la stabilité qui constituent un préalable au développement de l'Afrique de l'Ouest. Il a attiré l'attention de la conférence sur la suggestion du Groupe des éminentes personnes chargé de la révision du Traité de la CEDEAO qui consiste à créer un poste de sous-secrétaire général adjoint chargé des questions politiques qui serait secondé par un conseiller militaire. Il a conclu en

---

<sup>48</sup> E. K. Quashigah, "Human Rights and Integration in West Africa", 25 p.

<sup>49</sup> Osarhieme Benson Osadolor, "Regional Security and Integration: A Study of Ecowas Initiatives in Military Cooperation", 16 p.

proposant la création d'un Conseil de la défense comme première étape de l'institutionnalisation de la coopération militaire en Afrique de l'Ouest.

Les deux commentateurs de cette communication ont adopté des positions diamétralement opposées. Le colonel M.L. Yesufu a soutenu sans réserve les propositions d'Osadolor et en particulier la notion selon laquelle la paix régionale est une condition préalable au progrès démocratique et économique. Il a évoqué le cas de l'Europe et rappelé que la création de l'OTAN, en tant qu'institution régionale, a précédé celle de la CEE. Il a proposé la constitution d'un groupe militaire régional comprenant 29 officiers et 40 sous-officiers ou soldats, dont le commandement serait confié à un général de division.

O. Adewoye considère cependant discutable l'idée selon laquelle la coopération militaire devrait être institutionnalisée en Afrique de l'Ouest, où de nombreux États, fondamentalement instables, sont dirigés pour la plupart par des régimes autocratiques, de nature militaire ou à parti unique. Il conçoit assez bien l'établissement d'une coopération militaire entre des États démocratiques ayant institutionnalisé le contrôle des militaires (comme dans le cas de l'OTAN), mais le problème est tout autre lorsque les militaires jouent un rôle politique dominant dans les États. La coopération militaire entre de tels États risquerait de renforcer les régimes autocratiques en place et de constituer une entrave au changement démocratique progressif.

Au cours de cette séance plénière et de la précédente, une observation a été faite à maintes reprises sur la nécessité d'être prudent en invoquant la création de nouvelles institutions régionales, dont la pérennité pourrait poser problème. Il serait préférable de se concentrer sur la rationalisation et le renforcement des institutions existantes avant d'en créer d'autres. L'échelonnement des réformes requises pour le développement institutionnel a également fait l'objet de discussions. Sur ce plan, la priorité devrait être accordée au renforcement de la démocratie au niveau national et à l'établissement de structures politiques démocratiques financièrement autonomes au niveau régional, afin de permettre ainsi la viabilité de toute initiative régionale subséquente.

#### **Panel 4 : Les institutions régionales**

Le panel 4, consacré aux institutions régionales, fut présidé par Anthony Asiwaju. Daniel Bach et Ebrima Sall étaient les rapporteurs.

Les deux premières communications, de Ntumba Luabu Lumu<sup>50</sup>, et de Adam Malam-Kandine<sup>51</sup>, ont abordé les **formules institutionnelles et décisionnelles** qui sous-tendent l'intégration régionale en Afrique, en utilisant l'exemple de la CE comme cadre de référence. Lumu a comparé les normes, structures et mécanismes juridiques propres à la CEDEAO, la Zone économique préférentielle ( ZEP ), et la Communauté économique des États de l'Afrique Centrale ( CEEAC ), alors que Malam-Kandine s'est concentré sur la CEAO et la CEDEAO. Ces deux réflexions indépendantes convergent néanmoins dans leurs conclusions.

Selon ces auteurs, les institutions régionales africaines étudiées sont incapables de répondre aux exigences d'une véritable intégration régionale à cause de la prépondérance des souverainetés nationales sur les instances décisionnelles. Cette approche dite « interétatique » ou « intergouvernementale » se manifeste à travers plusieurs aspects : la prééminence de la Conférence des Chefs d'États dans la prise des décisions, la représentation nationale à travers le Conseil des Ministres et les commissions techniques intergouvernementales, la règle du consensus, le caractère embryonnaire des secrétariats, et la juridiction limitée des tribunaux à caractère régional. Cela diffère de l'approche européenne admettant dès le départ la création d'institutions à caractère communautaire. On a cité comme indicateurs de l'approche européenne : la prise de décision par vote de majorité qualifiée au niveau du Conseil de la Communauté, au lieu de la règle du consensus ; l'existence de la Commission des communautés européennes comme gardienne de l'intérêt commun ; l'indépendance du Parlement européen par rapport aux gouvernements nationaux ; et le rôle relativement important et indépendant de la Cour de Justice européenne.

Les commentateurs, Demba Sy, Mamadou Cissokho et Luc Marius Ibriga, ont insisté sur l'importance des facteurs juridiques et institutionnels pour expliquer les échecs du régionalisme en Afrique. Ils ont constaté le caractère purement administratif des secrétariats et la faiblesse financière des institutions. Selon ces commentateurs, le projet de révision du Traité de la CEDEAO cherche à renforcer la supranationalité, sans toutefois remettre fondamentalement en cause l'interétatisme. De surcroît, des résistances sont observées dans l'adoption du nouveau Traité par certains États jaloux de leur souveraineté.

---

<sup>50</sup> Ntumba Luabu Lumu, « Ressemblances et dissemblances institutionnelles entre la CEDEAO et les groupements économiques régionaux postérieurs ( CEEAC, ZEP ) », 27 p.

<sup>51</sup> Adam Malam-Kandine, « La faiblesse des structures institutionnelles comme frein au processus d'intégration régionale en Afrique de l'Ouest », 15 p.

La communication d'Omoniyi Adewoye établit un cadre théorique, philosophique et historique pour la discussion du lien entre la **constitutionnalité** et l'intégration régionale<sup>52</sup>. La constitutionnalité dénote un ensemble de principes régissant la gouvernance des entités politiques : des limites sur le pouvoir des gouverneurs, la garantie des droits individuels de base, l'indépendance du système juridique, le suffrage démocratique et universel, et l'État de droit. L'argument de base de l'auteur est qu'en Europe la constitutionnalité a créé dans chaque pays l'idée d'un État limité dans ses pouvoirs, prêt à accepter une réduction démocratique de son mandat en faveur d'institutions supranationales. Il montre que ces conditions n'existent pas en Afrique, et plaide en faveur d'une évolution susceptible de promouvoir une ambiance constitutionnelle. Il conclut en exposant des propos similaires à ceux faits en séance plénière par Quashigah et Kunle, pour évoquer une formule de réforme par le haut, via la création d'un tribunal régional capable de limiter les abus de pouvoir et de faire respecter les droits humains.

Les commentateurs, Babacar Kanté et Kwame Ninsin, ont mis en évidence l'existence de constitutions démocratiques garantissant les libertés civiles et l'État de droit, partout dans la région. Cependant l'application de ces principes pose problème. Les auteurs ont regretté l'absence d'une culture politique de droit constitutionnel dans les mœurs et dans la pratique. Il en va de même pour l'application des décisions prises au niveau de la CEDEAO. Le besoin n'est donc pas la création de nouveaux instruments constitutionnels ou juridiques. Toute la question est de savoir comment renforcer *l'application* de la loi et des décisions, face à une carence manifeste de volonté politique.

On a également évoqué le besoin d'harmoniser les cultures légales et politiques qui coexistent dans la région, et qui sont le résultat des différents héritages coloniaux, religieux ou ethniques. Le manque d'harmonisation du droit des affaires est un obstacle certain au développement de l'intégration économique.

Le présentateur Geert Laporte<sup>53</sup> s'est félicité du renouveau d'intérêt pour l'intégration régionale en Afrique. Il était néanmoins sceptique sur les possibilités de franchir le fossé persistant entre la rhétorique et l'application effective. Le succès, sur ce plan, dépendra de la volonté politique des leaders politiques africains, mais au-delà, il convient de réfléchir aux **mécanismes institutionnels** indispensables au succès de la coopération régionale. Ces mécanismes se situent à trois niveaux : celui des institutions régionales, qui a reçu le plus d'attention jusqu'à présent ; celui des institutions nationales ; et celui de l'interface entre les niveaux régional et national. L'efficacité de toute initiative régionale dépendant de son acceptation et de son application au niveau national, Laporte accorde la priorité à la mise en place d'une base institutionnelle nationale en faveur de la coopération régionale. Il considère que les donateurs pourraient avoir un rôle à jouer pour appuyer ce genre de démarche. Laporte a

---

<sup>52</sup> Omoniyi Adewoye, "On Constitutionalism and Economic Integration", 23 p.

<sup>53</sup> Geert Laporte, "Institutional requirements for effective regional cooperation in Africa", 13 p.



profité de l'occasion pour exposer le programme de recherche du Centre européen de gestion de politiques de développement par rapport à cette problématique.

Les débats ont fait ressortir l'importance de s'appuyer sur les leçons de la CE. On s'est demandé si le Nigéria pourrait arriver à jouer, dans le processus d'intégration, un rôle de « locomotive » comparable à celui qu'avait joué l'Allemagne dans le cas européen. On a tout de même évoqué la nécessité d'éviter de transplanter sur le continent des copies pâles de modèles d'intégration venus de l'étranger.

## **Panel 5 : Les mouvements sociaux**

Ce panel a été présidé par Abdoulaye Bara Diop. Kwame Ninsin et Amady Aly Dieng étaient les rapporteurs.

La première communication, de Tukumbi Lumumba-Kasongo<sup>54</sup>, a traité de l'absence d'interface entre les **mouvements politiques nationaux et la CEDEAO**. L'auteur a fait remarquer les tendances nationalistes de la plupart des mouvements sociaux et politiques, et l'isolement politique de la CEDEAO par rapport à ces mouvements. Il conclut que l'intégration régionale pourrait être compromise si les structures de la CEDEAO demeuraient inchangées. Pour éviter une telle situation, il conviendrait de créer de nouveaux mécanismes de démocratisation et de participation, à tous les niveaux de la CEDEAO, ce qui encouragerait l'éclosion de sentiments régionalistes comme contrepoids aux formes d'identification sociale d'orientation nationale.

Sabo Bako<sup>55</sup> s'est penché sur la **situation des travailleurs migrants** en Afrique de l'Ouest. L'auteur considère que les millions de travailleurs migrants de la CEDEAO sont exclus des processus de démocratisation en cours en raison de leurs droits limités dans les pays d'accueil. Il préconise l'élaboration d'un protocole de la CEDEAO sur la liberté de mouvement des personnes, pour y inclure une charte des libertés démocratiques et des droits des migrants. Cette charte ferait partie des Constitutions des pays-membres et serait défendue par le système judiciaire.

La dernière communication de ce panel, présentée par Pat Williams, a porté sur **l'engagement des femmes dans le secteur informel du commerce** et ses implications en matière d'intégration économique en Afrique de l'Ouest<sup>56</sup>. Les femmes sont particulièrement touchées par la crise économique des années 1980 et ont tendance à se réfugier dans le secteur informel. Elles font preuve d'une remarquable créativité dans les stratégies commerciales qu'elles adoptent aux niveaux national et régional. Ces efforts ne sont néanmoins pas reconnus par les autorités chargées de la promotion de l'intégration économique dans la région.

Par ailleurs, et en dépit du manque de réglementation du secteur informel, les femmes y rencontrent encore des barrières considérables ( taxes officielles et officieuses, pots-de-vin et harcèlement injustifié par les agents de l'État ). Pour atténuer ces difficultés, l'auteur en appelle aux gouvernements de la région pour qu'ils reconnaissent et encouragent les activités des femmes commerçantes dans le secteur informel. En outre, Williams invite les gouvernements à

---

<sup>54</sup> Tukumbi Lumumba-Kasongo, "The Rise of Social and Political Movements: A Challenge for Regional Integration or a Factor Towards Real Co-operation within ECOWAS?", 27 p.

<sup>55</sup> Sabo Bako, "Migrant Labour, Integration and the Democratisation Process in West Africa", 12 p.

<sup>56</sup> Pat Williams, "Women and Economic Integration in West Africa", 17 p.

redynamiser les activités du secteur formel et à créer un environnement plus propice à la participation des femmes au processus d'intégration.

Dans son commentaire, Veronica Mullei insiste sur la nécessité d'une analyse critique des causes de la faiblesse apparente de la participation des femmes dans les activités du secteur formel. Elle estime que les chercheurs peuvent apporter une contribution utile en étudiant de près, comme exemples à suivre, les cas de réussite cités dans la communication.

## **Panel 6 : Le processus démocratique et la sécurité régionale**

Le panel 6 a été présidé par Francis Wodie. Quatre communications ont été présentées sur le thème de la démocratie et de la sécurité régionale. Amuwo Kunle et Bernard Founou-Tchuigoua étaient les rapporteurs.

La première, de Boafo-Arthur Kwame, a étudié le lien entre la **gouvernance démocratique au niveau national** et les défis majeurs à relever pour l'instauration de l'intégration régionale dans la sous-région<sup>57</sup>. L'auteur soutient que le facteur de blocage le plus important des programmes de la CEDEAO est l'instabilité politique chronique. Il attribue cette instabilité, en grande partie, à la carence de démocratie dans la région. En effet, les modes de gouvernance prévalant dans la région divergent d'un pays à l'autre et sont instables. La nature hautement personnalisée de plusieurs régimes ajoute un autre élément de variabilité à cette situation. L'instabilité politique a entravé la ratification des protocoles régionaux, occasionné des ruptures dans l'application des politiques aussi bien nationales que régionales, et abouti à des hostilités provoquant la fermeture des frontières et les expulsions des migrants.

Selon l'auteur, la légitimité politique et la réduction des tensions sociales qui accompagnent normalement la gouvernance démocratique entraîneraient une plus grande stabilité politique, avec des conséquences très favorables pour l'intégration régionale. Les bienfaits de cela incluraient une plus grande continuité dans l'application des mesures d'intégration régionale, un regain de confiance des investisseurs, et une moindre préoccupation des gouvernements pour des questions de sécurité nationale. La responsabilisation des gouvernements et la plus grande préoccupation pour des questions autres que la stabilité sociale devraient entraîner une plus grande volonté politique en faveur du régionalisme, alors que les décisions prises au niveau régional acquerraient une plus grande légitimité. Finalement, la collaboration entre les États serait facilitée par l'existence d'une culture politique et économique commune, basée sur des principes démocratiques. Certes, la démocratie ne mettra pas un terme aux tensions qui sévissent dans la région, mais elle permettra de créer ou de promouvoir l'environnement sociopolitique nécessaire à l'émergence de l'intégration régionale.

Le commentateur, Mike Oquaye, a souligné le rôle important d'une culture démocratique commune dans l'unification de l'Europe. Tant que cette culture sera absente de l'Afrique de l'Ouest, l'intégration relèvera davantage du rêve que de la réalité. Il estime que certaines conditions doivent être remplies pour l'instauration d'un ordre démocratique en Afrique de l'Ouest : la constitutionnalité, qui permet de freiner les excès des gouvernements ; la séparation des pouvoirs ; le respect de la règle de droit, et la protection des droits fondamentaux de la personne.

---

<sup>57</sup> Boafo-Arthur Kwame, "Democracy and the Prospects for Integration in West Africa", 14 p.

Dans sa communication, consacrée à **l'expérience de la Guinée-Bissau**<sup>58</sup>, Peter Karibe Mendy se préoccupe de l'intégration au niveau national aussi bien que régional et examine certains obstacles hérités de la période coloniale. Il cherche avant tout à expliquer l'échec de la tentative d'intégration de la Guinée-Bissau et du Cap-Vert. Il attribue cet échec à la distance sociale et culturelle séparant les deux peuples en raison de leur histoire coloniale particulière. En dépit des liens historiques séculaires entre ces deux pays, la politique d'assimilation appliquée au Cap-Vert par le Portugal et l'utilisation de fonctionnaires cap-verdiens en Guinée-Bissau, durant l'époque coloniale, ont créé entre les deux peuples une distance sociale qui a voué à l'échec tout effort d'intégration.

Le commentateur, Ebrima Sall, a établi un parallèle entre l'expérience décrite par l'auteur et celle de la Gambie et du Sénégal. La crainte de la domination d'un pays par un autre a constitué l'entrave principale à l'intégration dans les deux cas ( crainte de domination de la Guinée-Bissau par le Cap-Vert dans le premier cas ; de la Gambie par le Sénégal dans le deuxième cas ). L'autre grand problème réside dans l'absence d'une adhésion populaire à l'intégration régionale. Dans le cas de la Sénégalie, seule une partie des importateurs sénégalais semble s'être intéressée à l'intégration comme moyen de réduire les importations illégales passant par la Gambie. D'autres groupes ont perçu l'intégration comme une menace pour les affaires qu'ils tirent du même commerce transfrontalier.

La communication de Nduba Echezona a traité de **l'impact de l'émergence d'un nouvel ordre mondial** sur les possibilités d'intégration régionale de l'Afrique de l'Ouest<sup>59</sup>. L'auteur a soutenu que le nouvel ordre mondial, devenu unipolaire autour des États-Unis, a déclenché un « ouragan » de changements politiques et économiques. Ce nouvel ordre reflète les valeurs du monde capitaliste développé et contribue à renforcer la villagisation de l'économie mondiale. Le village mondial émergent se caractérise par un ordre démocratique pluriel, la défense des droits de la personne, et une interdépendance accrue entre les nations. L'auteur estime que cette propagation des valeurs démocratiques et de l'interdépendance économique peut constituer le soubassement commun nécessaire à la promotion de l'intégration de la CEDEAO.

Cette thèse a fait l'objet de plusieurs commentaires. Ebrima Sall suggère le besoin de jeter un regard critique sur les effets du système économique mondial. Frank Ofei admet que le nouvel ordre mondial facilite l'engagement des Africains à instaurer le pluralisme politique et les droits de la personne. Cependant, George Larbi rappelle l'inexistence ou la fragilité des institutions démocratiques en Afrique de l'Ouest. Il estime que le nouvel ordre mondial ne deviendra pas une force d'intégration en Afrique de l'Ouest en l'absence d'un consensus sur la règle démocratique et juridique.

---

<sup>58</sup> Peter Karibe Mendy, "Colonial Heritage and the Challenge of Integration: the Experience of Guinea-Bissau", 14 p.

<sup>59</sup> Nduba Echezona, "ECOWAS, Regional Integration and the New World Order", 25 p.

Shuaibu Danfulani a ensuite présenté une communication sur la **sécurité régionale collective** comme condition préalable à la paix, à la démocratie, à la stabilité et au développement<sup>60</sup>. Il a proposé la création d'un cadre régional de sécurité de l'Afrique de l'Ouest utilisant des moyens diplomatiques, politiques, économiques et éventuellement militaires. Il a souligné l'importance du « renforcement de la confiance » à long terme comme aspect non négligeable de la diplomatie. Il a ensuite examiné plusieurs mesures pouvant renforcer cette confiance, y compris des mesures diplomatiques et militaires telles que la constitution d'un groupe d'experts chargé de la prévention des conflits et l'organisation de manœuvres militaires conjointes, combinées à des questions strictement civiles telles que les échanges interculturels et la constitution d'associations régionales de professionnels ou de groupements politiques.

---

<sup>60</sup> Shuaibu Ahmed Danfulani, "West African Regional Security Framework: a Diplomatic Instrument of Peace, Stability, Democracy and Development", 25 p.

## CONCLUSIONS

### Le forum sur la promotion de la recherche

La première session du dernier jour avait à l'ordre du jour l'examen de questions relatives à la promotion de la recherche et au suivi de la conférence. Elle a été dirigée par l'Honorable Flora MacDonald, présidente du Conseil des gouverneurs du CRDI, et Hervé Kaboré en était le rapporteur. Réal Lavergne a présenté une synthèse des idées issues du forum du mercredi après-midi sur l'institutionnalisation de la recherche.

Le projet le plus immédiat de suivi de la conférence sera la publication d'un document de synthèse des actes de la conférence. Cette synthèse sera suivie d'un ouvrage qui reprendra les meilleures communications de la conférence, après révision ; pour combler certaines lacunes, on ajoutera à ces communications un nombre réduit de textes nouveaux. L'objectif est de fournir aux chercheurs et décideurs un ouvrage de référence dont le titre provisoire serait : *L'intégration et la coopération régionales en Afrique de l'Ouest : une approche multidimensionnelle*. Le volume sera divisé en trois grandes sections :

- Expériences, visions et perspectives
- Intégration économique
- Dimensions sociopolitiques et institutionnelles

Les réflexions sur les voies et moyens de renforcer la recherche en matière d'intégration régionale ont débouché sur les propositions suivantes :

- la création de centres de recherche au sein des universités ou autres institutions, en vue d'offrir des bases d'appui dans plusieurs pays pour les chercheurs travaillant sur l'intégration ;
- la mise en place de réseaux de chercheurs en vue de mieux coordonner les initiatives individuelles et institutionnelles, et d'encourager la collaboration ;
- l'élaboration de bases de données sur les chercheurs, les projets de recherche, et les institutions travaillant sur l'intégration régionale ;
- la constitution de centres de documentation dans les différents pays ;
- la création d'une association multidisciplinaire de chercheurs intéressés par l'intégration régionale.

### Le forum de synthèse

La deuxième session de cette matinée a été consacrée à un forum de synthèse réunissant Thandika Mkandawire, Elkyn Chaparro, Jeggan Senghor, Jean Coussy, Omoniyi Adewoye, Jean-Claude Mailhot et Boubacar Barry. La séance a été dirigée par Marie-Angélique Savané. E.K. Quashigah et Momar-Coumba Diop étaient les rapporteurs.

**Thandika Mkandawire**, secrétaire exécutif du CODESRIA, considère que l'intégration régionale ne peut réussir que si elle est bien ancrée dans les politiques nationales. Il est donc

indispensable de bien cerner les coûts et bénéfices de l'intégration non seulement pour la collectivité régionale, mais aussi pour chaque pays. Il faudrait également aborder, de façon franche et ouverte, les divergences entre les pays anglophones et francophones en ce qui concerne leurs attentes relatives à l'intégration régionale, leurs approches, leurs attitudes, et leurs traditions de collaboration.

Des divergences d'intérêt existent également à l'intérieur de chaque pays. Dans les années 1960 et 1970, il était difficile d'identifier les groupes trouvant leurs intérêts au niveau régional : la bourgeoisie locale était trop petite, et les entreprises étaient orientées vers le marché local. Il faudrait savoir si la situation a évolué, afin d'identifier les groupes les plus intéressés aujourd'hui par les marchés régionaux.

Certaines questions d'importance nationale revêtent parfois une autre coloration dans le contexte sous-régional. C'est le cas du phénomène ethnique, qui pose problème au niveau national, mais qui pourrait jouer un rôle intégrateur au niveau régional à cause des affinités entre les mêmes ethnies habitant différents pays. À son tour, l'intégration régionale pourrait vraisemblablement être un facteur de diffusion des tensions ethniques en élargissant l'aire politique et en diminuant ainsi l'importance des rivalités au niveau national.

Mkandawire passe ensuite au contexte international dont l'évolution récente soulève certaines questions pour l'avenir de l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest. Les hypothèses selon lesquelles les grandes puissances ont intérêt à diviser l'Afrique pour mieux la dominer sont-elles encore valables ? Deuxièmement, quels seront les effets à long terme de la crise économique et de la dette des pays africains : les pays de la région n'ayant en conséquence de cette évolution plus d'autre choix que d'augmenter leurs exportations, y a-t-il moyen de réconcilier cette nouvelle donne avec les aspirations des Africains pour une plus grande intégration régionale ?

Jean-Claude Mailhot a résumé ainsi les idées fondamentales qu'il a retenues de la conférence :

- la complémentarité et la cohérence entre l'ouverture des économies nationales sur le marché mondial et la croissance des échanges régionaux ;
- la nécessité de politiques nationales saines aux plans macro-économique et sectoriel pour un développement dynamique du commerce régional, d'où la conclusion que l'intégration régionale ne peut se substituer à l'ajustement structurel ;
- l'intérêt d'une zone monétaire étendue au niveau de la région dans son ensemble ;
- la non-convergence entre les intérêts régionaux des États et ceux de la société civile, d'où l'importance d'une démocratisation aux niveaux national et régional comme préalable à l'intégration régionale ;
- les faiblesses institutionnelles nationales comme frein à la préparation et au suivi des accords de coopération régionale ;
- l'importance à accorder à la sécurité régionale.



Mailhot a démontré le manque de consensus sur les voies de sortie de l'impasse actuelle en matière d'intégration régionale :

- Doit-on centrer les efforts sur les OIG existantes ou sur certains groupes de pays charnières ?
- Comment renforcer la volonté politique des États pour faire avancer l'intégration régionale ?
- Quelles institutions nationales doit-on promouvoir pour appuyer les processus de régionalisation ?
- Quelle philosophie d'intégration adopter : l'approche protectionniste et volontariste de la CEA, une approche extravertie, une approche à géométrie variable, ou une approche partielle et sectorielle ?
- Quels sont les objectifs-clés de l'intégration économique : l'efficacité économique, la diversification des économies, ou l'autonomie des systèmes de production ?

**Omoniyi Adewoye** a repris les discussions sur l'importance des institutions nationales sans lesquelles les résolutions des chefs d'États sur l'intégration régionale demeurent sans suite. Le corollaire de ce constat est le besoin d'une participation des groupes sociaux et la démocratisation des États, car l'intégration ne sera pas menée à bon port sous des régimes autoritaires. Trois domaines prioritaires ont retenu son attention pour une meilleure collaboration régionale : l'éducation, l'information et la sécurité. À son avis, la leçon la plus concluante à tirer de la conférence est l'avantage de percevoir l'intégration selon une approche multidisciplinaire.

**Jeggan Senghor** a insisté sur l'intérêt du dialogue qui a réuni chercheurs et décideurs. Ce dialogue est la preuve que l'intégration constitue une priorité pour la région. Il a relevé toute une série de questions de nature institutionnelle qu'il faudra résoudre pour assurer l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest. Il a insisté sur les faibles capacités de gestion et les problèmes financiers des OIG, la gestion de la supranationalité, la prolifération des OIG, la nécessité de leur rationalisation, et le besoin d'établir des mécanismes institutionnels appropriés pour gérer l'intégration régionale au niveau national.

Il a identifié certaines questions requérant une plus grande réflexion : le lien entre les PAS et l'intégration régionale, la relation entre les problématiques d'intégration nationale et d'intégration régionale, la capacité limitée de l'État postcolonial à poursuivre l'intégration régionale, et la possibilité d'utiliser l'UMOA comme base éventuelle pour la création d'une nouvelle communauté économique en Afrique de l'Ouest.

**Elkyn Chaparro** a approuvé la démarche qui a présidé à la rencontre : vouloir réunir des chercheurs et des experts œuvrant dans le milieu opérationnel. Il a noté la très grande honnêteté intellectuelle des discussions et la focalisation des débats sur les « vrais problèmes ». L'effet a été de démystifier l'intégration régionale.

Il lui semble important de placer le débat sur l'intégration dans le cadre d'une réflexion stratégique sur l'avenir de l'Afrique, qui s'inspirerait d'une nouvelle logique, moins fortement axée sur le rôle de l'État ou celui de l'aide étrangère. La promotion de l'analyse prospective lui

semble indispensable à une telle démarche, et il revient sur une idée exposée lors du forum de la première journée : la nécessité de promouvoir une réflexion stratégique portant sur l'Afrique et menée *par* les Africains eux-mêmes.

En matière d'intégration, il faudrait suivre la logique des choses qui marchent — l'UMOA par exemple — et identifier les grands atouts culturels de l'Afrique sur lesquels il est possible de construire. Il ne faudrait pas éviter la question des gagnants et des perdants de l'intégration, car l'intégration suppose la sanction par la compétitivité. Chaparro note néanmoins l'existence de « faux perdants » : les rentiers du système de marchés protégés qui craignent la perte de leurs privilèges et qui résistent donc à l'intégration économique.

Chaparro considère que la Banque mondiale se doit de réfléchir sur les meilleures façons d'appuyer les initiatives porteuses d'intégration régionale en Afrique. Il propose également un appui à des institutions comme l'IDEP, le CODESRIA et la CEDEAO pour le développement de leurs capacités de recherche.

Jean Coussy a remarqué que l'intérêt de la conférence réside dans le fait que les travaux n'ont pas été réduits au seul langage des économistes. En effet, l'intégration africaine véhicule un contenu pluriel : historique, politique, économique, culturel et sécuritaire.

Coussy constate le caractère « utopique » de plusieurs interventions dans leurs aspirations à l'intégration. Celle-ci est apparue dans les travaux comme une négation de l'Afrique d'aujourd'hui, qui se retrouve divisée et sujette à la désintégration. Aussi, la vision de l'intégration qui s'est dégagée de la conférence véhicule-t-elle une volonté de rupture historique. Les spécificités de cette aspiration à l'intégration traduisent cependant une vision à contre-courant de l'histoire récente du Tiers-Monde. En effet, la nouvelle tendance ailleurs dans le monde, notamment en Asie du Sud-Est, est de se lancer directement à la conquête du marché mondial sans passer par une phase préalable d'intégration. En Amérique du Sud (cas du Mexique et du Chili), se manifeste une volonté d'intégration avec le Nord et non plus avec les seuls pays sud-américains, comme l'espéraient les structuralistes sud-américains des années 1960. Cela ne signifie évidemment pas que l'Afrique ne peut pas inventer ses propres formes de « décollage », mais appelle à réfléchir sur la spécificité de la démarche et les difficultés à réaliser l'intégration africaine.

La conférence a été à l'image du mouvement intellectuel auquel on assiste depuis quatre ou cinq ans autour du thème de l'intégration africaine : chaque institution, chaque bailleur de fonds, chaque région, et même chaque individu met sous le terme « intégration » des aspirations différentes et propose en conséquence des stratégies différentes. Alors que pour certains, les projets d'intégration doivent être articulés autour d'une zone monétaire, pour d'autres la remise en cause de la zone franc serait à l'ordre du jour. Dans certains cas, les projets sont articulés autour de régimes protectionnistes préférentiels, dans d'autres il est question de libéraliser les échanges. Alors que certains ont proposé d'encourager les formes d'intégration spontanées, comme le commerce informel et les migrations interafricaines, d'autres ont exprimé la crainte que le commerce informel ne soit une des causes de la désintégration. Coussy signale le besoin

de comparer ces différents projets afin de distinguer les divergences fondamentales de celles qui ne le sont pas. Il serait utile de mettre en évidence le fait que des initiatives venues de pays différents et utilisant des procédures différentes ne sont pas nécessairement incompatibles. La tendance est de présenter chaque proposition comme s'il s'agissait d'un modèle unique.

Coussy recommande l'utilisation plus fréquente de l'expression « coopération régionale » pour souligner l'importance de deux points fondamentaux pour la réussite des projets envisagés. Le premier point, c'est qu'il faut éviter les conflits d'intérêt entre les nations : il faut chercher à construire soit des jeux à somme positive soit, quand c'est impossible, des mécanismes de compensation. Le deuxième point, c'est que les pays africains peuvent pratiquer simultanément, sur des problèmes différents et parfois avec des partenaires différents, plusieurs formes de coopération. Par exemple, les pays africains pourraient coopérer au niveau continental en adoptant des positions communes dans les négociations sur la dette et l'ajustement. Entre pays voisins, on peut régler des problèmes sectoriels ou des problèmes liés à la migration et à la protection des migrants. Des groupes de pays ayant une expérience historique similaire pourraient amorcer une mise en comptabilité de leurs systèmes juridiques pour faciliter les échanges, comme on tente maintenant de le faire entre les pays de la zone franc. Coussy a identifié la CE comme étant l'exemple même de ces stratégies multiples entre partenaires variables, y compris des partenaires à l'extérieur de la Communauté.

Dans son intervention, **Boubacar Barry**, le coordonnateur scientifique de la rencontre, a indiqué le rôle des institutions régionales, des États, des groupes de pressions, et des donateurs pour faire avancer l'intégration régionale. Il a lancé un appel pour que la position de la CEA et celle des donateurs évoluent vers un point de convergence susceptible de favoriser l'intégration de la région. Il a ensuite insisté sur la nécessité de poursuivre les travaux sur l'intégration en dépassant le stade des bilans, pour se lancer, de manière plus vigoureuse, dans la recherche de solutions aux problèmes qui se posent.

### **La séance de clôture**

La conférence a été clôturée par G.R. Bourrier. Après avoir remercié les chercheurs et les différentes institutions qui ont participé à la conférence, il a exprimé sa satisfaction au coordonnateur scientifique, à l'administrateur principal de programme du CRDI chargé de l'intégration régionale, et aux autres professionnels du Centre. Il a chaleureusement remercié les représentants des différentes institutions qui ont travaillé au sein du comité scientifique, pour leur diligence pendant plusieurs mois de travail préparatoire, et a indiqué sa satisfaction au personnel du CRDI qui a tout investi pour faire de cette conférence une réussite.

## Liste des sigles

---

ACDI	Agence canadienne de développement international
AEAO	Association des économistes de l'Afrique de l'Ouest
BAD	Banque africaine de développement
BCEAO	Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest
BOAD	Banque ouest-africaine de développement
CARPAS	Cadre africain de référence pour les programmes d'ajustement structurel
CE	Communauté européenne
CEA	Commission économique pour l'Afrique
CEAO	Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest
CEDEAO	Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest
CEE	Communauté économique européenne
CFA	Communauté financière africaine
CILSS	Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel
CINERGIE	Cellule informelle d'étude et de recherche pour la gestion de l'information sur les échanges
CODESRIA	Conseil pour le développement de la recherche économique et sociale en Afrique
CRAT	Centre régional africain de technologie
CRDI	Centre de recherches pour le développement international
FMI	Fonds monétaire international
IDEP	Institut pour le développement économique et la planification
IFAN-CAD	Institut fondamental d'Afrique noire-Cheikh Anta Diop
IFPRI	Institut international de recherches sur les politiques alimentaires
OCDE	Organisation pour la coopération et le développement économique
OIG	Organisation intergouvernementale
OMVS	Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal
ONG	Organisation non gouvernementale
OTAN	Organisation du traité de l'Atlantique Nord
OUA	Organisation de l'unité africaine
PAS	Programme d'ajustement structurel
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
SACU	Southern Africa Customs Unions [Union douanière d'Afrique australe]
SADC	Conférence de coordination au développement de l'Afrique centrale et australe
SADCC	Southern Africa Development Coordination Conference [devenu la SADC]
SITRASS	Séminaire international sur les transports en Afrique subsaharienne
UDEAC	Union douanière et économique de l'Afrique centrale
UMOA	Union monétaire ouest-africaine
Unesco	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
USAID	United States Agency for International Development
ZEP	Zone économique préférentielle

## Liste des participants<sup>61</sup>

- Abutudu, Musa I.M.** Dept. of Political Science and Public Administration, University of Benin, Benin City, Nigeria.
- Adetula, V.A.** Center for Development Studies, University of Jos, P.M.B. 2084, Jos, Nigeria.
- Adewoye, Omoniyi.** Dept. of History, University of Ibadan, Ibadan, Nigeria.
- Adolehoume, Amakoé.** Coordonnateur du réseau SITRASS, Laboratoire d'économie des transports, MRASH, 14, av. Berthelot, 69363 Lyon Cedex 07, France.
- Adotévi, Stanislas.** Directeur régional pour l'Afrique de l'Ouest et Centrale, UNICEF, B.P 443, Abidjan 04, Côte-d'Ivoire.
- Aidoo, Akwasi.** The Ford Foundation, B.P. 1555, Dakar, Sénégal.
- Aigbokhan, Ben E.** Dept. of Economics, Edo State University, P.M.B. 14, Ekpoma, Nigeria.
- Aiyepoku, W. Olabode.** Director ARCIS, University of Ibadan, Ibadan, Nigeria.
- Ajulo, Babalola Sunday.** Presidential Advisory Committee, Presidential Villa, Abuja, Nigeria.
- Amin, Samir.** Directeur de recherche, Forum Tiers Monde, 47, boul. de la République, B.P. 3501, Dakar, Sénégal.
- Amuwo, Kunle.** Dept. of Political Science, University of Jos, P.M.B. 2084, Jos, Nigeria.
- Andrews, Reuben.** BICI, Gambia, Wellington Street, Banjul, Gambia.
- Anyanwu, John C.** Economics Dept., College of Education, Nsugbe, P.M.B. 1734, Onitsha, Anambra State, Nigeria.
- Asante, S.K.B.** Coordinator and Senior Regional Advisor, ECA Multidisciplinary Regional Advisory Group, P.O. Box 3001, Addis Ababa, Ethiopia.
- Asiwaju, Anthony.** Commissioner for External Boundaries, The Presidency, 3-5 Moloney Street, P.O. Box 12571, Lagos, Nigeria.
- Atsain, Achi.** Président de l'AEAO, CIRES, 08 B.P. 1295 Abidjan 08, Côte-d'Ivoire.
- Ayodele, A. Sesan.** Assistant Research Director, NISER, P.M.B. 6, U.I. Post Office, Ibadan, Nigeria.
- Aziz, A. Aslam.** Chef de division, Afrique sahélienne, Direction générale pour le développement, Commission des communautés européennes, rue de la Loi 200, B-1049, Bruxelles, Belgique.
- Ba, Mamadou.** CRDI, B.P. 11007, CD Annexe, Dakar, Sénégal.
- Babalola, Joel B.** Dept. of Educational Management, University of Ibadan, Ibadan, Nigeria.
- Bach, Daniel C.** Chargé de recherche du CNRS, CEAN, B.P. 101, 33405 Talence CEDEX, France.
- Badiane, Ousmane.** IFPRI, 1200 17th Street N.W., Washington D.C. 20036-3006, USA.
- Bako, Sabo.** Dept. of Political Science, Ahmadu Bello University, Zaria, Nigeria.
- Balogun, E.D.** Central Bank of Nigeria, Tinubu Square, Bag 12194, Lagos, Nigeria.
- Bankolé, Antoine.** Directeur général, CRIC, 20 B.P. 1246, Abidjan 20, Côte-d'Ivoire.
- Barry, Boubacar.** Faculté des lettres, Université Cheikh Anta Diop, Dakar, Sénégal.
- Bashir, Usman Kurfuh.** Dept. of Administration, P.M.B. 1013, Ahmadou Bello University, Zaria, Nigeria.
- Bashir, I.L.** Associate Professor, Centre for Development Studies, University of Jos, P.M.B. 2084, Jos, Nigeria.
- Bassey, Michael.** CRDI, B.P. 11007, CD Annexe, Dakar, Sénégal.
- Bello, B.G.** Central Bank of Nigeria, Tinubu Square, Bag 12194, Lagos, Nigeria.
- Ben Ali, Hamdani.** Casablanca, Maroc.
- Blakey, Gerald.** The West Africa Committee, 35 Belgrave Square, London, England SW1X 8QB.
- Boryor, Alfred T.** c/o Dr Henry E. Jackson, Dept. of Economics, University of Ghana, P.O. Box 57, Legon, Ghana.
- Bourrier, Géraud R.** Directeur régional, CRDI, B.P. 11007, CD Annexe, Dakar, Sénégal.
- Brah, Mahamane.** Unité CINERGIE, BAD, 01 B.P. 1387, Abidjan 01, Côte-d'Ivoire.
- Briand, Denis.** Directeur de la coopération, ACDI, B.P. 3373, Dakar, Sénégal.
- Bugnicourt, Jacques.** Secrétaire Exécutif, ENDA-Tiers Monde, 5, rue Klébert, B.P. 3370, Dakar, Sénégal.
- Bundu, Abass.** Executive Secretary, ECOWAS, 6 King George V Road, P.M.B. 12745, Lagos, Nigeria.

---

<sup>61</sup> Nous incluons dans cette liste les noms de Abass Bundu, de A.V. Obeng et de Ademola Salau, qui n'ont pas pu participer en personne à la conférence, mais dont les papiers ont été lu par un tiers.

Camara, Mame Less. Journaliste, RTS, Dakar, Sénégal.

Camara, Laye. Économiste principal, Département de la recherche et des politiques de développement, Banque africaine de développement, 01 B.P. 1387, Abidjan 01, Côte-d'Ivoire.

Camara, Alioune. CRDI, B.P. 11007, CD Annexe, Dakar, Sénégal.

Cardoso, Fernando Jorge. Largo de S. Sebastio, Paço do Lumiar - 1600, Lisboa, Portugal.

Chaparro, Ellyn. Représentant de la Banque mondiale, Immeuble BIAO, 3, place de l'Indépendance, B.P. 3296, Dakar, Sénégal.

Cobham, David. Dept. of Economics, University of St. Andrews, St. Andrews, Fife, Scotland, KY16 9AJ, U.K.

Coussy, Jean. Ecole des hautes études en sciences sociales, 16, rue de la Procession, 75015 Paris, France.

Daddieh, Cyril Kofie. Dept. of Political Science, Salisbury, Maryland 21801-6837, USA.

Danfulani, Shuaibu Ahmed. International Institute of Public Administration, 2, avenue de l'Observatoire, 75006 Paris, France.

De Benoist, Joseph Roger. IFAN-CAD, Faculté des lettres, Université Cheikh Anta Diop, B.P. 206, Dakar, Sénégal.

Dembélé, Youssouf. CAEM, 15, Bd. Fr. Roosevelt, B.P. 1791, Dakar, Sénégal.

Deme, Dakha. Faculté des Lettres, Université Cheikh Anta Diop, Dakar, Sénégal.

Diagne, Abdoulaye. Faculté des sciences économiques et juridiques, Université Cheikh Anta Diop, Dakar, Sénégal.

Diagne, Mohamed Fadel. Directeur, Centre national de documentation scientifique et technique, Dakar, Sénégal.

Diagne, Souleymane Bachir. Faculté des lettres, Université Cheikh Anta Diop, Dakar, Sénégal.

Diallo, Cheikh Amala. CRIC, 20 B.P. 1246, Abidjan 20, Côte-d'Ivoire.

Diallo, Falilou. Conseiller du PDS et Coordonnateur du Réseau Culturel Africain, Dakar, Sénégal.

Dieng, Amady Aly. 16A, Immeuble du Rond-Point, Liberté III, Dakar, Sénégal.

Diop, Amadou Hamady. Ecole normale supérieure, Dakar, Sénégal.

Diop, Momar-Coumba. IFAN-CAD, Faculté des lettres, Université Cheikh Anta Diop, B.P. 206, Dakar, Sénégal.

Diop, Abdoulaye Bara. Directeur, IFAN-CAD, B.P. 206, Dakar, Sénégal.

Diop, Babacar. Faculté des lettres, Université Cheikh Anta Diop, Dakar, Sénégal.

Diop, Salif. Faculté des lettres, Université Cheikh Anta Diop, Dakar, Sénégal.

Diouf, Makhtar. Faculté des sciences économiques et juridiques, Université Cheikh Anta Diop, Dakar, Sénégal.

Diouf, Mamadou. CODESRIA, B.P. 3304, Dakar, Sénégal.

Diouf, Mbaye. CEA, B.P. 3001, Addis Abeba, Ethiopie.

Diouf, Mamadou Lamine. BCEAO-Siège, B.P. 3108, Dakar, Sénégal.

Dioum, Baba. Unité de politique agricole, 4<sup>e</sup> étage, pièce 210, Building Administratif, Dakar, Sénégal.

Djimde, Mamadou. ICRAF, B.P. 11007, CD Annexe, Dakar, Sénégal.

Dramé, Moussa. CRDI, B.P. 11007, CD Annexe, Dakar, Sénégal.

Duggan, Bill. The Ford Foundation, B.P. 1555, Dakar, Sénégal.

Echezona, Nduba. University of Nigeria, Dept. of Political Science, Nsukka, Nigeria.

Ekane, William Njume. École normale supérieure, University de Yaoundé, B.P. 47, Yaoundé, Cameroun.

Ekpenyong, David B. Dept. of Economics, University of Ibadan, Ibadan, Nigeria.

Essien, O.E. Central Bank of Nigeria, Tinubu Square, Bag 12194, Lagos, Nigeria.

Fall, Séga Seck. Directeur, Ecole Normale Supérieure, Dakar, Sénégal.

Fall, Papa Amadou. Journaliste, Le Soleil, Dakar, Sénégal.

Fall, Alioune. SENELEC, B.P. 93, Dakar, Sénégal.

Fall, Babacar. Ecole normale supérieure, Dakar, Sénégal.

Ferland, Jean-Paul. ACDI, B.P. 3373, Dakar, Sénégal.

Flesch, Michel. Mission de coopération et d'action culturelle, Amb. de France, B.P. 4035, Dakar, Sénégal.

Founou-Tchuigoua, Bernard. Forum Tiers Monde, 47, Boul. de la République, B.P. 3501, Dakar, Sénégal.

Fulata, Abubacar Hassan. Dept. of Sociology, Ahmadou Bello University, Zaria, Nigeria.

Gnossa, Emmanuel Kossi. s/c Bafaï Kossi, Gestion et Méthodes, 43, rue de la Kozah, B.P. 947 Lomé, Togo.

Gode, Pierre Dagbo. Faculté de droit, Université nationale de la Côte-d'Ivoire, B.P. V 179 Abidjan, Côte-d'Ivoire.

Gyasi, Edwin A. Dept. of Geography and Resource Development, University of Ghana, P.O. Box 59, Legon, Ghana.

Haddar, Mohamed. IDEP, rue du 18 juin, B.P. 3186, Dakar, Sénégal.

Hamdani, Ben Ali. 77, Impasse Jules Gros, Oasis, Casablanca, Maroc.

Ibriga, Luc Marius. 01 B.P. 2418, Ouagadougou 01, Burkina Faso.

Idowu, Amos Adeoye. Dept. of Public Law, Obafemi Awolowo University, Ile-Ife, Nigeria.

Igué, John. Professeur de géographie, LARES, 08 B.P. 0592, Cotonou, Bénin.

**Jaiteh, Suruwa B.W.** Director of Agriculture, Gambia River Basin Development Org., B.P. 2353, Dakar, Sénégal.

**Joly, Jean-Paul.** CRDI, B.P. 11007, CD Annexe, Dakar, Sénégal.

**Josserand, Henri P..** Club du Sahel, 2, rue André Pascal, 75016 Paris, France.

**Kaboré, Hervé.** Directeur, CEDRES, Université de Ouagadougou, 03 B.P. 7164 Ouagadougou 03, Burkina Faso.

**Kane, Ousmane.** CRAT, B.P. 2435, Dakar, Sénégal.

**Kanté, Babacar.** Directeur UER de droit, Université de Saint-Louis, B.P. 234, Saint-Louis, Sénégal.

**Kébé, Moustapha.** CRODT, B.P. 2241, Dakar, Sénégal.

**Kennes, Walter.** Directorate General for Development, Commission of the European Communities, rue de la Loi 200, B-1049 Brussels, Belgium.

**Koulibaly, Mamadou.** Faculté des sciences économiques, Université nationale de la Côte-d'Ivoire, B.P. V43 Abidjan, Côte-d'Ivoire.

**Kwame, Bofo-Arthur.** Dept. of Political Science, University of Ghana, P.O. Box 64, Legon, Ghana.

**Laporte, Geert.** European Centre for Development Policy Management, Onze Lieve Vrouweplein 21, 6211 HE Maastricht, Netherlands.

**Larbi, George Addo.** Dept. of Political Science, University of Helsinki, Aleksanterinkatu 7, 00100 Helsinki 10, Suomi, Finland.

**Lavergne, Réal.** CRDI, B.P. 11007, CD Annexe, Dakar, Sénégal.

**Lemoine, Guy.** Conseiller en prospective, Ministère de l'Économie, des Finances et du Plan, 20, avenue Roume, B.P. 1588, Dakar, Sénégal.

**Lumu, Ntumba Luabu.** Faculté de droit, Université de Kinshasa, B.P. 146, Kinshasa, Zaïre.

**Lumumba-Kasongo, Tukumbi.** Institute for African Development, 311 W. Sibley Hall, Cornell Univ., Ithaca, NY 14853, USA.

**Ly, Oumar.** Conseiller du président de la République du Mali, Bamako, Mali.

**Ly, Mohamed El Habib.** Directeur général, ISRA, B.P. 3120, Dakar, Sénégal.

**M'Bet, Alléchi.** CIRES, 08 B.P. 1295, Abidjan 08, Côte-d'Ivoire.

**MacDonald, Flora.** Présidente, Conseil des gouverneurs du CRDI, BP 8500, Ottawa, Canada, K1G 3H9.

**Madiéga, Georges.** Département d'histoire, Faculté des lettres, Université de Ouagadougou, Burkina Faso.

**Magbaily Fyle, Magbaily.** Dept. of Black Studies, Ohio State Univ., 486 Univ. Hall, 230 North Oval Mall, Columbus, OH 43210-1319, USA.

**Mah'Moud, Mohammed.** CAEM, 15, Bd. Fr. Roosevelt, B.P. 1791, Dakar, Sénégal.

**Maïga, Mahamadou.** ISRA, B.P. 240, Saint-Louis, Sénégal.

**Mailhot, Jean-Claude.** ACDI, 299, promenade du Portage, Hull (Québec), Canada K1A 0G4.

**Malam-Kandine, Adam.** Faculté des sciences économiques et juridiques, Université de Niamey, Niamey, Niger.

**Mandon, Béatrice.** Chargée de recherche, PED, INRETS, 2, av. du Général Malleret-Joinville, 94114 Arcueil, France.

**Mansoor, Ali.** Direction générale pour le développement, Commission des communautés européennes, rue de la Loi 200, B-1049 Bruxelles, Belgique.

**Mbaye, Malick.** UNESCO, 7, place Fontenoy, 75352, Paris 07, France.

**Mbodj, Mohamed.** Faculté des lettres, Université Cheikh Anta Diop, Dakar, Sénégal.

**Mbow, Amadou Makhtar.** Président, Fondation du mémorial Gorée-Almadies, Point E, Dakar, Sénégal.

**Meagher, Kate.** Dept. of Agricultural Economics and Rural Sociology, Ahmadou Bello University, P.M.B. 1044, Zaria, Nigeria.

**Medhora, Rohinton.** CRDI, BP 8500, Ottawa, Canada, K1G 3H9.

**Mendy, Peter Karibe.** Instituto Nacional de Estudos e Pesquisa, C.P. 112, Guinea-Bissau.

**Mkandawire, Thandika.** Secrétaire exécutif, CODESRIA, B.P. 3304, Dakar, Sénégal.

**Moussoulimou, Karim.** FOVAD, B.P. 12093, Dakar, Sénégal.

**Mullei, Veronica.** AFARD, B.P. 3304, Dakar, Sénégal.

**Ndiaye, Modje.** Président ADAO, B.P. 21353, Dakar, Sénégal.

**Ndiaye, Paul.** Département de géographie, Université Cheikh Anta Diop, Dakar, Sénégal.

**Ndiaye, Tické.** a/s ACDI, B.P. 3373, Dakar, Sénégal.

**Ndiaye, Malick.** Faculté des lettres, Université Cheikh Anta Diop, Dakar, Sénégal.

**Ndiaye, Tafsir Malick.** Faculté des sciences économiques et juridiques, Université Cheikh Anta Diop, Dakar, Sénégal.

**Niang, Amsatou.** Centre Sahel, Université Laval, Québec (Québec), Canada G1P 7P4.

**Niang, Souleymane.** Recteur, Université Cheikh Anta Diop, B.P. 5005, Dakar, Sénégal.

**Ninsin, Kwame.** Dept. of Political Science, University of Ghana, P.O. Box 64, Accra, Ghana.

Njeuma, Martin Zachary. History Dept., Faculty of Letters and Social Sciences, P.O. Box 755, University of Yaounde, Yaounde, Cameroon.

Nwaezeigwe, Nwankwo T. Dept. of History, University of Nigeria, Nsukka, Nigeria.

Nweze, Amechi. University of Jos, P.M.B. 2084, Jos, Nigeria.

Nyong, Michael O. c/o Dr. John Ndebbio, Dept. of Economics, University of Calabar, Calabar, Nigeria.

Obadan, Mike I. NCEMA, P.M.B. 85, U.I. Post Office, Ibadan, Nigeria.

Obaseki, P. Central Bank of Nigeria, Tinubu Square, Bag 12194, Lagos Nigeria.

Obeng, A.V. Regional Cooperation and, Liaison Officer, FAO, P.O. Box 1628, Accra, Ghana.

Obiozor, George. Director General, NIIA, P.O. Box 1727, Lagos, Nigeria.

Ofei, Frank. Director of Research, ECOWAS, 6 King George V Road, P.M.B. 12745, Lagos, Nigeria.

Ogbu, Osita. IDRC, P.O. Box 62084, Nairobi, Kenya.

Ogundowole, E.K. Dept. of Philosophy, Faculty of Arts, University of Lagos, Lagos, Nigeria.

Okunola, P.O. Human Resources Development Dept., NISER, P.M.B. 5, U.I. Post Office, Ibadan, Nigeria.

Olaniyan, Omotayo R. OAU Executive Secretariat for the United Nations, 346 East 50th Street, New York, N.Y. 10022, USA.

Olomola, Ade. NISER, P.M.B. 5, U.I. Post Office, Ibadan, Nigeria.

Olukoshi, Adebayo. Research Department, NIIA, G.P.O. Box 1727, Lagos, Nigeria.

Oquaye, Mike. Dept. of Political Science, University of Ghana, P.O. Box 64, Legon, Ghana.

Osadolor, Osarhieme Benson. Dept. of History, University of Ibadan, Ibadan, Nigeria.

Ouédraogo, Ousmane. Vice-gouverneur, BCEAO, B.P. 3108, Dakar, Sénégal.

Owolabi, Kolawole Aderemi. Dept. of Philosophy, University of Ibadan, Ibadan, Nigeria.

Oyelaran-Oyeyinka, Banji. No. 32 Town Planning Way, Ilupeju, Lagos, P.O. Box 50085, Ikoyi, Lagos, Nigeria.

Pradelle, Jean Marc. Club du Sahel, 2, rue André Pascal, 75775 Paris 16, CEDEX France.

Quashigah, E.K. Faculty of Law, University of Nigeria, Enugu, Nigeria.

Sagna, Famara I. Ministre de l'Économie, des Finances et du Plan, chargé de l'Intégration économique africaine, Dakar, Sénégal.

Salau, Ademola T. and Oreolouwa A. University of Port Harcourt, P.O. Box 177, Choba, Port Harcourt, Nigeria.

Sall, Ebrima. P.O. Box 813, Banjul, Gambia.

Samb, Amath. Ministère des Finances, Dakar, Sénégal.

Samen, Salomon. World Bank, Africa Region/Sahel, 1818 H Street, NW, Washington DC 20433, USA.

Sangoné, Amar. Banque Mondiale, Immeuble BIAO, 3, place de l'Indépendance, B.P. 3296, Dakar, Sénégal.

Sangowawa, A. Vice-président, Opérations région sud, Banque africaine de développement, 01 B.P. 1387, Abidjan 01, Côte-d'Ivoire.

Sarfoh, Joseph A. Dept. of African Studies, College of Social and Behavioural Sciences, New York 115, Albany, New York 12222, USA.

Sarr, Mbaye-Diop. Directeur central des études, BCEAO, B.P. 3108, Dakar, Sénégal.

Savadogo, Boukary Savadogo. CESAG, B.P. 1497/3802, Dakar, SENEGAL.

Savané, Marie Angélique. Gouverneur du CRDI, FNUAP, Immeuble Fayçal, Dakar, Sénégal.

Schultz, Claudia. Dept. of History, University of Hamburg, Germany.

Seck, Idrissa. ACG Afrique, 4, rue Malenfant, B.P. 3191, Dakar, Sénégal.

Seck, Mamadou. CRDI, B.P. 11007, CD Annexe, Dakar, Sénégal.

Seck, Amadou. 32, rue du Banquier, 75013 Paris, France.

Seck, Oumar. CRDI, B.P. 11007, CD Annexe, Dakar, Sénégal.

Sène, Abdoulaye. Institut des sciences de l'environnement, Université Cheikh Anta Diop, Dakar, Sénégal.

Senghor, Jeggan. Directeur, IDEP, rue du 18 juin, B.P. 3186, Dakar, Sénégal.

Sèye, Chérif. Unité CINERGIE, BAD, B.P. 1387, Abidjan 01, Côte-d'Ivoire.

Sidibé, Mamadou. ISRA/BAME, B.P. 3120, Dakar-Hann, Sénégal.

Sidibé, Seydou. CILSS, B.P. 7049, Ouagadougou, Burkina Faso.

Sissoko, Mamadou. Faculté de droit, Université de Ouagadougou, Burkina Faso.

Smith, Ola. CRDI, B.P. 11007, CD Annexe, Dakar, Sénégal.

Soso-Glo, Max. Coalition mondiale pour l'Afrique, International Square Building, 1850 K Street, N.W., Suite 295 Washington, D.C, USA.

Soumaré, Ibrahim. Directeur du journal, Intégration Africaine, Villa 21 A. Zone B., Dakar, Sénégal.

Sow, Fatou. IFAN-CAD, Université Cheikh Anta Diop, B.P. 206, Dakar, Sénégal.

Storm, G. Ambassadeur des Pays-Bas, Dakar, Sénégal.

Sy, Jacques Habib. CRDI, B.P. 11007, CD Annexe, Dakar, Sénégal.



Sy, Demba. Faculté des sciences juridiques et économiques, Université Cheikh Anta Diop, Dakar, Sénégal.

Sy, Sams Dine. Expert consultant, boul. de l'Est x 2 bis Point E, B.P. 11331, Dakar, Sénégal.

Sylla, Mamadou Makhtar. Coordonnateur de la Cellule après barrages, rue Félix Faure x Mohamed V, Dakar, Sénégal.

Tall, Roger Moussa. 03 B.P. 7170, Ouagadougou 03, Burkina Faso.

Tapsoba, Sibry. CRDI, B.P. 11007, CD Annexe, Dakar, Sénégal.

Thiam, Mamadou Lamine. Directeur des programmes, FOVAD, B.P. 12093, Dakar, Sénégal.

Top, Baba A. African Futures Project, UNDP, 01 B.P. 1747, Abidjan 01, Côte-d'Ivoire.

Toubar, Samir. Vice President for Academic Affairs, Zagazig University, Cairo, Egypt.

Touré, Babacar. Directeur, Groupe Sud Communication, Immeuble Fahd, Dakar, Sénégal.

Traoré, Bakary. Faculté de droit, Université Cheikh Anta Diop, Dakar, Sénégal.

Vincke, Pierre-Pol. Cellule après barrages, rue Félix Faure x Mohamed V, Dakar, Sénégal.

Vuillet, André. Centre Sahel, Université Laval, Québec (Québec), Canada G1P 7P4.

Williams, Patricia. P.O. Box 20706, U.I. Post Office, Agbowo, Ibadan, Nigeria.

Wilmot, J.B. Ambassador, Ministry of Foreign Affairs, P.O. Box M.53, Accra, Ghana.

Wodie, Francis. Faculté de droit, Université nationale de la Côte-d'Ivoire, 08 B.P. 1295, Abidjan 08, Côte-d'Ivoire.

Yao Yao, Joseph. Directeur CIREs, 08 B.P. 1295, Abidjan 08, Côte-d'Ivoire.

Yesufu, M.L. Dept. of Policy and Plans, Army Headquarters, Ministry of Defence, P.O. Box 2883, Apapa, Nigeria.

## **L'organisation**

Le Centre de recherches pour le développement international, société d'État créée en 1970 par le Parlement canadien, a pour mission d'appuyer l'exécution de recherches qui, dans le domaine technique et dans celui des politiques, ont pour but d'adapter les sciences et la technologie aux besoins des pays en développement. Ses activités portent sur l'environnement et les ressources naturelles, les sciences sociales, les sciences de la santé, les sciences et les systèmes d'information, les initiatives et les affaires institutionnelles. Établi à Ottawa, au Canada, il a des bureaux régionaux en Afrique, en Asie, en Amérique latine et au Moyen-Orient.

## **L'éditeur**

Les Éditions du CRDI publient les résultats de travaux de recherche et des études sur des questions mondiales et régionales intéressant le développement durable et équitable. Spécialisées dans la littérature sur le développement, les Éditions du CRDI enrichissent les connaissances sur ces questions pour favoriser une plus grande compréhension et une plus grande équité dans le monde. Les publications du CRDI sont vendues au siège de l'organisation à Ottawa (Canada) et par des agents et des distributeurs en divers points du globe.

